



INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA
COMPRENDRE LES GROUPES ARMÉS CONGOLAIS

ARMÉE NATIONALE ET GROUPES ARMÉS DANS L'EST DU CONGO

TRANCHER LE NŒUD
GORDIEN DE L'INSÉCURITÉ

INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA

Armée nationale et groupes armés
dans l'est du Congo
Trancher le nœud gordien de
l'insécurité

JASON STEARNS

JUDITH VERWEIJEN

MARIA ERIKSSON BAAZ



Publié en 2013 par l'Institut de la Vallée du Rift
1 St Luke's Mews, Londres W11 1DF, Royaume-Uni
PO Box 52771 GPO, 00100 Nairobi, Kenya

LE PROJET USALAMA

Le Projet Usalama de l'Institut de la Vallée du Rift fournit des éléments d'information sur les groupes armés en République démocratique du Congo. Le Projet est soutenu par Humanity United et Open Square et mené en collaboration avec l'Université catholique de Bukavu.

L'INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT (RVI)

L'Institut de la Vallée du Rift (www.riftvalley.net) œuvre en Afrique de l'Est et centrale afin d'accroître l'influence du savoir local sur le développement social, politique et économique.

LES AUTEURS

Jason Stearns est Directeur du Projet Usalama du RVI. Auteur de *Dancing in the Glory of Monsters: The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*, il a été Coordonnateur du Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC.

Judith Verweijen est Chercheuse au Nordic Africa Institute d'Uppsala, en Suède, et au sein du Groupe Recherche sur les conflits de l'Université de Gand, en Belgique. Elle a consacré de vastes travaux de recherche aux forces armées étatiques et non étatiques du Nord- et du Sud-Kivu, en mettant plus particulièrement l'accent sur leurs rouages internes et sur les interactions civilo-militaires.

Maria Eriksson Baaz est Professeur associée à l'École des études globales de l'Université de Göteborg et Chercheuse senior au Nordic Africa Institute d'Uppsala, en Suède. Elle a consacré divers projets de recherche en RDC aux relations entre les civils et l'armée et entre les civils et la police, aux questions de genre, à la violence sexuelle et sexiste et aux liens entre les acteurs externes et nationaux des travaux de réforme de la défense.

DIRECTEUR EXÉCUTIF DU RVI: John Ryle

DIRECTEUR PROGRAMME DU RVI: Christopher Kidner

DIRECTEUR DU PROJET USALAMA DU RVI: Jason Stearns

DIRECTEUR ADJOINT DU PROJET USALAMA DU RVI: Willy Mikenye

RESPONSABLE DU PROGRAMME GRANDS LACS DU RVI: Michel Thill

RESPONSABLE DE L'INFORMATION DU RVI: Tymon Kiepe

CONSEILLER ÉDITORIAL: Fergus Nicoll

CONCEPTION DU RAPPORT: Lindsay Nash

TRADUCTION FRANÇAISE: Catherine Dauvergne-Newman, *horizons*

CARTES: Jillian Luff, *MAPgrafix*

IMPRESSION: Intype Libra Ltd., 3/4 Elm Grove Industrial Estate, Londres SW19 4HE, Royaume-Uni

ISBN 978-1-907431-31-9

COUVERTURE Des soldats FARDC s'abritent de la pluie après une nuit passée à combattre les rebelles du CNDP (2008).

DROITS

Copyright © The Rift Valley Institute 2013

Image de couverture © Marcus Bleasdale VII/2008

Texte et cartes publiés au titre de la licence Creative Commons

Attribution-Noncommercial-No Derivative

www.creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0.

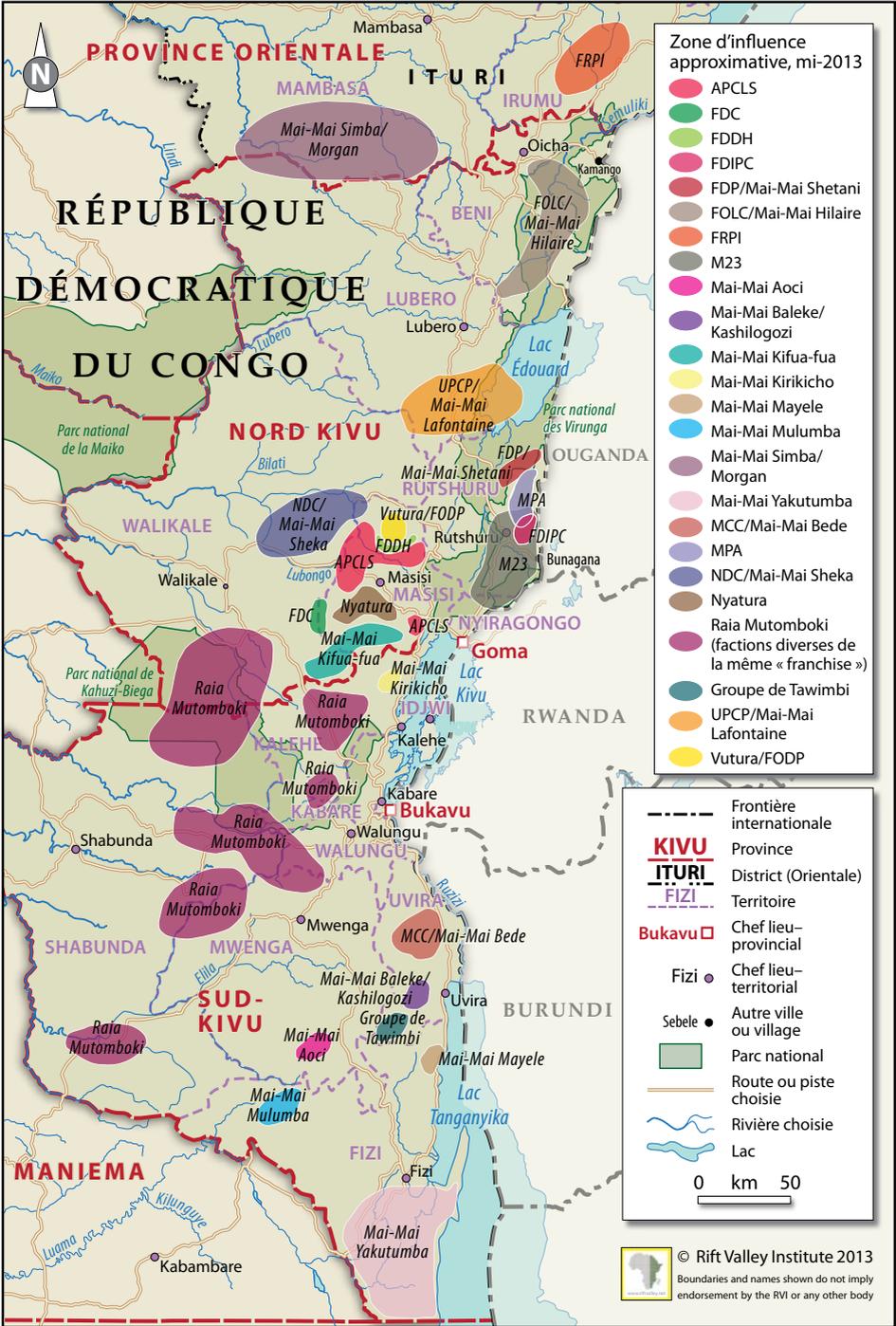
Ce rapport peut être téléchargé gratuitement sur le site www.riftvalley.net

Des versions imprimées peuvent être obtenues sur le site d'Amazon.





Carte 1. L'est de la RDC montrant la région de la carte détaillée à la page suivante



Carte 2. Les zones d'influence approximatives des principaux groupes armés actifs dans l'est de la RDC, mi-2013

Table des matières

| | |
|--|----|
| Publications du Projet Usalama du RVI | 6 |
| Préface: le Projet Usalama | 7 |
| Résumé et considérations politiques | 9 |
| 1. Introduction | 14 |
| 2. Prolifération des groupes armés dans l'est de la RDC | 16 |
| Historiques des groupes armés dans les Kivus | 16 |
| Expliquer la persistance des groupes armés | 33 |
| 3. L'armée congolaise | 43 |
| L'armée congolaise hier et aujourd'hui | 43 |
| Fonctionnalité et dysfonctionnement des FARDC | 51 |
| 4. Absence d'une stratégie globale pour venir à bout de l'insécurité | 64 |
| L'ONU et les bailleurs de fonds internationaux: un engagement politique insuffisant | 64 |
| Politiques erratiques du gouvernement et impunité | 67 |
| Venir à bout des conflits et des griefs locaux | 69 |
| Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) | 72 |
| Réforme de l'armée | 75 |
| 5. Considérations d'ordre politique | 80 |
| Venir à bout de la mobilisation armée | 80 |
| Venir à bout des conflits et griefs locaux | 84 |
| Remodeler la démobilisation et la réintégration | 86 |
| Réformer l'armée | 87 |
| Glossaire des acronymes, termes et expressions | 93 |
| Bibliographie | 97 |
| Carte 1. L'est de la RDC montrant la région de la carte détaillée à la page suivante | 3 |
| Carte 2. Les zones d'influence approximatives des principaux groupes armés actifs dans l'est de la RDC, mi-2013 | 4 |

Publications du Projet Usalama du RVI

Rapports

Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo

Nord-Kivu: Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo

PARECO: Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu

L'UPC dans le district de l'Ituri: Militarisation externe de la politique locale dans le nord-est du Congo

L'Ituri: Or, questions foncières et ethnicité dans le nord-est du Congo

Les Raïa Mutomboki: Déficience du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée

Le FNI et la FRPI: Résistance locale et alliances régionales dans le nord-est du Congo

Les Banyamulenge: Insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu

Les Mai-Mai Yakutumba: Résistance et rackets au Fizi, Sud-Kivu

Sud-Kivu: Identité, territoire et pouvoir dans l'est du Congo

Tous ces rapports sont également disponibles en anglais.

Briefings

«M23's Operational Commander: A Profile of Sultani Emmanuel Makenga» (décembre 2012)

«Strongman of the Eastern DRC: A Profile of General Bosco Ntaganda» (mars 2013)

«The Perils of Peacekeeping without Politics: MONUC and MONUSCO in the DRC» (avril 2013)

Préface: le Projet Usalama

Le Projet Usalama (qui signifie « paix » ou « sécurité » en swahili) de l'Institut de la Vallée du Rift a été créé en réponse à la violence permanente qui règne dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Des milliards de dollars ont été consacrés à la résolution du conflit afin de mettre fin aux souffrances prolongées qu'endurent les habitants de cette région depuis deux décennies. Pourtant, les organisations internationales qui opèrent en RDC—et même le gouvernement congolais—ont du mal à comprendre les groupes armés congolais au cœur du conflit. Le Projet Usalama examine les racines de la violence, dans le but de mieux comprendre l'ensemble des groupes armés, y compris les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Le projet de recherche Usalama s'appuie sur plusieurs interrogations: quel est l'historique de ces groupes armés? Qui les soutient et les contrôle? Quelles relations les différents groupes entretiennent-ils avec l'État, les États voisins, les intérêts commerciaux et les forces armées congolaises? Pourquoi a-t-il été si difficile de démobiliser certains groupes, alors que d'autres ont disparu? Et existe-t-il certaines caractéristiques récurrentes dans les manières dont les groupes prolifèrent, négocient avec l'État, puis disparaissent de nouveau?

Le Projet adopte principalement une approche qualitative. Il analyse les sources historiques—et les quelques informations quantitatives disponibles—et revient sur les origines des groupes armés au moyen d'entretiens réalisés avec des responsables politiques, des hommes d'affaires, des représentants de la société civile et des membres de groupes armés. Le Projet repose également sur des travaux de grande envergure menés sur le terrain par des chercheurs internationaux et congolais. Parmi les résultats figurent des rapports sur des groupes armés spécifiques et les grandes zones géographiques du conflit, ainsi qu'une série de séminaires et d'ateliers en RDC.

Nombre des entretiens réalisés pour les besoins du présent rapport ont été menés sous couvert d'anonymat. Pour toutes les personnes

interrogées qui ont demandé à rester anonymes, les informations d'identification figurant dans le rapport se limitent à un numéro associé à un lieu et une date, par exemple «Personne interrogée n° 105, Goma, 28 août 2012». Lors de nos travaux de recherche, des récits relatifs à des événements significatifs et parfois contestés ont été confirmés par de multiples sources ayant une connaissance directe des événements en question.

Résumé et considérations politiques

L'est du Congo est le théâtre d'un conflit violent depuis plus de deux décennies. Les hostilités entre l'armée congolaise et une multitude de groupes armés sont les principales causes de cette violence. Plusieurs dizaines de factions—des milices villageoises désorganisées jusqu'aux groupes rebelles professionnels—s'affrontent entre elles ainsi qu'avec les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Au cours des dix-huit derniers mois, le Projet Usalama de l'Institut de la Vallée du Rift a enquêté sur sept des groupes armés les plus importants, et sur l'armée congolaise, pour comprendre leurs motivations et savoir si les réponses politiques sont adaptées. Le présent rapport présente les conclusions de ces travaux de recherche en trois parties: une analyse de la mobilisation armée, axée sur la région du Nord- et du Sud-Kivu; un examen des FARDC; et un bilan des initiatives passées et actuelles dans les domaines de la démobilisation et de la réforme de l'armée.

Si les bases sociales de chaque groupe armé sont très diverses, il est important de noter que, depuis le début de la Première Guerre du Congo (1996–7), les acteurs armés se sont détachés de leurs origines au sein des communautés locales pour se rapprocher des élites politiques et du secteur des affaires de la région. Cependant, même les groupes qui font partie des réseaux d'élite restent ancrés dans leur environnement local. Bien que certains soient apparus en raison d'une rivalité de pouvoir entre et parmi les élites, ils se sont également inspirés des conflits et des griefs locaux.

Vu le contexte politique qui règne actuellement en RDC, la violence constitue un moyen efficace d'obtenir des pouvoirs et de contrôler les ressources. La nature militarisée de la politique du pouvoir qui en ressort est le résultat de la transition opérée sur la période 2003–6, après la Deuxième Guerre du Congo (1998–2003). Le processus de paix s'appuyait sur le principe du partage des pouvoirs: les anciens belligérants rejoignirent les structures étatiques congolaises et leurs ailes armées furent intégrées dans une nouvelle armée nationale. La logique

sur laquelle se basait cette démarche—l’octroi de droits politiques aux insurgés dans le but d’étouffer leurs insurrections—perdure aujourd’hui, incitant ainsi les élites à mobiliser des groupes armés.

Une autre cause de mobilisation armée se trouve dans les difficultés associées aux politiques militaires. En intégrant sans cesse les groupes armés dans les FARDC, le gouvernement a non seulement incité à lancer une nouvelle insurrection, mais on pourrait même aller jusqu’à dire qu’il a «avalisé» l’impunité. Les exactions de l’armée ont conduit de nombreux groupes à prendre les armes et conféré une légitimité aux revendications d’autodéfense des rebelles. En outre, l’armée se fait parfois complice de la mobilisation des groupes armés, des officiers offrant un soutien aux groupes armés ou s’impliquant dans le commerce d’armes.

Pour parvenir à trancher ce nœud gordien, il est impératif d’appliquer une stratégie politique et militaire globale conciliant des initiatives locales, nationales et internationales. Cette stratégie devra porter à la fois sur les facteurs qui incitent les élites à prendre les armes et sur les conflits locaux relatifs au foncier et à la gouvernance locale susceptibles de revêtir une dimension ethnique. Ce problème complexe nécessite donc une approche éclairée tenant compte d’un large éventail de facteurs. Les entretiens menés avec des acteurs congolais, militaires et civils, des observateurs locaux et des spécialistes internationaux suggèrent que les points ci-après constituent les aspects les plus importants.

Abandonner l’optique technocratique

L’optique des bailleurs de fonds à l’égard de la mobilisation armée dans l’est de la RDC a été influencée par une politique de stabilisation qui constitue pour ainsi dire une interprétation technocratique selon laquelle la violence est un problème touchant au maintien de l’ordre public et lié à la fragilité des institutions de l’État. Pour pouvoir venir à bout des moteurs politiques de l’activité des groupes armés, il faut abandonner cette optique. Un changement d’orientation exigera une coordination plus étroite entre donateurs, notamment pour avancer sur des questions sensibles sur le plan politique telles que la réforme de l’armée.

Résoudre le problème des groupes armés

Les politiques du gouvernement congolais à l'égard des groupes armés ont été erratiques, et ont rarement utilisé de manière coordonnée les différents instruments politiques et militaires en place. Le gouvernement et ses partenaires internationaux devraient s'occuper en priorité des groupes qui posent le plus gros risque de déstabilisation généralisée, à savoir le M23 et les FDLR. Il lui faudra pour cela négocier avec le gouvernement rwandais. En s'occupant d'abord du M23 et des FDLR, il sera ensuite plus facile de tenter de venir à bout des autres insurrections—dont beaucoup tirent une partie de leur puissance de l'une de ces factions, ou bien se sont mobilisées contre elles.

Mettre un terme aux rivalités violentes des élites

Pour venir à bout de la concurrence violente entre élites rivales, le gouvernement congolais devra imposer des sanctions efficaces aux réseaux qui les soutiennent, notamment aux politiciens et aux commandants de l'armée qui en sont souvent des acteurs clés. Le gouvernement devrait aussi tenter d'affaiblir les bases de ressources des groupes armés en améliorant la formalisation et la réglementation du commerce et du secteur des ressources naturelles. Les partenaires internationaux devront ici apporter leur assistance. Au-delà des frontières orientales de la RDC, il existe une réelle opportunité de transformer la rivalité violente des élites des pays voisins en une collaboration économique régionale.

Gérer l'intégration militaire

Paradoxalement, le processus d'intégration des groupes armés dans les forces armées, souvent par des déserteurs de l'armée, est devenu un facteur clé de la mobilisation armée. Cette politique d'intégration devrait être progressivement abandonnée et remplacée par des programmes de démobilisation et l'application de sanctions systématiques et ciblées à l'encontre des leaders rebelles. Les FARDC devraient éviter de créer des unités homogènes à partir des anciens rebelles qui se sont intégrés. Elles devraient suivre une nouvelle formation et être redéployées et les promotions devraient notamment être offertes en fonction du mérite.

Apaiser les conflits fonciers

Une réforme foncière est cruciale pour la stabilité pérenne de l'est de la RDC. Il s'agira ainsi de réformer la manière dont le foncier est régi, y compris au moyen d'une réforme juridique et d'une consultation locale. Parallèlement, les mécanismes de résolution et d'arbitrage des litiges devraient être renforcés et leur portée étendue aux dimensions communautaires des conflits fonciers.

Améliorer la gouvernance locale

Les élections locales prévues par la constitution pourraient améliorer la gouvernance locale ainsi que la responsabilité des chefs coutumiers. Mais pour que le processus électoral réussisse, il est important que les tensions communautaires soient surveillées avant, pendant et après les élections, et que les politiciens locaux qui recourent à la mobilisation ethnique soient sanctionnés. Les bailleurs de fonds internationaux ont un rôle à jouer dans le financement de plusieurs aspects du processus électoral: éducation des électeurs, suivi des élections par des organisations locales de la société civile et renforcement des capacités des conseillers locaux nouvellement élus.

Renforcer la responsabilité et la réconciliation

La question de la responsabilité des exactions commises par le passé n'est toujours pas résolue. La création de chambres mixtes chargées des crimes de guerre pourrait constituer un bon point de départ. Le gouvernement devrait aussi encourager la réconciliation en promouvant les plateformes destinées à un dialogue intercommunautaire et les efforts que la société civile mène dans le domaine de la médiation en matière de conflits. En outre, les autorités devraient veiller à ce que les discours haineux et les incitations à la violence soient poursuivis en justice, en vertu d'une nouvelle législation rédigée à cette fin s'il le faut. Les bailleurs de fonds ont ici un rôle à jouer: ils devraient soutenir les efforts de réconciliation locale au niveau des politiques et en fournissant les fonds nécessaires.

Réformer les FARDC en partant du sommet de la hiérarchie

Une réforme de l'armée est primordiale pour réduire la violence dans l'est de la RDC. Les précédentes tentatives de réforme de l'armée n'ont tenu compte ni du fait que les ressources et les pouvoirs sont alloués par le biais de réseaux clientélistes, ni de l'impact que la manipulation de la génération de revenus peut avoir sur les fonctions élémentaires de sécurité de l'armée. Il est impératif que des mécanismes de surveillance soient établis, notamment des audits parlementaires dotés de pouvoirs d'investigation, un dispositif de tribunaux militaires plus performant et une Inspection générale de l'armée plus transparente.

Réformer les FARDC en partant de la base

S'il est essentiel que la réforme de l'armée commence par le sommet de la hiérarchie, il faudra qu'elle apporte des améliorations concrètes aux soldats de bas échelon: les conditions de service et de vie des soldats et de leurs familles devront être améliorées. La question des relations entre civils et militaires devrait être traitée en opérant des changements institutionnels au sein des FARDC. Il pourrait notamment s'agir d'intégrer la protection des civils dans l'élaboration des plans opérationnels et d'aider les communautés locales à exiger des unités de l'armée responsables d'exactions qu'elles rendent compte de leurs actes. Des fonds conséquents et des programmes de formation complets seront nécessaires.

1. Introduction

L'est de la RDC fourmille de dizaines de groupes armés étrangers et congolais de tout acabit. Leur diversité est remarquable: vastes mouvements militaires dotés de structures politiques élaborées; groupes rebelles dénués d'une aile politique; petites milices villageoises et de défense locale; et factions qui ne s'apparentent guère plus qu'à des gangs. Certains de ces groupes jouissent de capacités militaires et d'une influence politique significatives et représentent une menace directe pour le gouvernement à Kinshasa. D'autres se confinent à des zones reculées et de petite taille, causant plus d'ennuis à la population civile qu'au gouvernement.

Les groupes armés sont souvent considérés comme des voyous qui s'en prennent aux civils innocents et sans défense. Certains sont toutefois des prédateurs plus avides que d'autres, et certains bénéficient du large soutien des communautés locales parmi lesquelles ils sont recrutés. Dans certains cas, les politiciens et les hommes d'affaires provinciaux et nationaux des zones urbaines exercent plus d'influence sur les groupes armés que les leaders militaires sur le terrain, fournissant et organisant un appui financier, politique et logistique crucial. Il serait simpliste de penser que les groupes armés sont juste des organisations militaires en marge de la société: ils sont en réalité profondément enracinés dans les réseaux sociaux civils, et l'aide que leur apportent les élites et les communautés est souvent essentielle à leur survie.

Outre les réseaux civils, un autre facteur primordial pour bien comprendre le kaléidoscope des groupes armés que compte l'est de la RDC est la présence de l'armée nationale, les FARDC. Un grand nombre d'officiers FARDC entretiennent des liens avec des groupes armés non étatiques pour des raisons politiques ou commerciales. Ces relations nuisent à la neutralité de l'armée, de même que les luttes de pouvoir constantes qui se livrent au sein même des FARDC, souvent selon des critères ethniques. Dans un contexte marqué par une vive animosité entre des groupes identifiés sur la base de leur appartenance ethnique,

ce manque de neutralité pousse les communautés à se tourner vers les groupes armés pour obtenir leur protection. Le comportement abusif de l'armée ne fait que renforcer cette tendance.

Pour pouvoir expliquer la mobilisation des groupes armés dans l'est de la RDC, il s'agit d'abord d'adopter une perspective allant au-delà des rébellions et de se pencher sur les contextes politiques, socioéconomiques et militaires dans lesquels ces groupes sont nés, ainsi que sur les raisons historiques qui ont conduit à leur émergence. L'est de la RDC ne s'est pas transformé du jour au lendemain en une région morcelée, théâtre de nombreux combats. Plusieurs des facteurs qui ont nourri la militarisation dans les Kivus remontent à plusieurs décennies en arrière. Ce constat vaut aussi pour les FARDC, dont les dysfonctionnements sont également ancrés dans le passé. Un bilan historique constitue une première étape essentielle de tout examen des moteurs de la mobilisation armée.

2. Prolifération des groupes armés dans l'est de la RDC

Historiques des groupes armés dans les Kivus

La plupart des groupes armés actuellement présents dans l'est de la RDC sont le résultat direct des Première (1996-97) et Deuxième (1998-2003) Guerres du Congo et de la période de transition qui s'ensuivit (2003-2006), se concluant par les élections de 2006. Cependant, l'origine de nombre des groupes qui se constituèrent pendant ces deux guerres est plus ancienne. En effet, avant 1996, il est possible de distinguer trois grandes périodes de mobilisation armée: la période coloniale, pendant laquelle les exactions des envahisseurs étrangers entraînèrent une résistance; les rébellions Simba, dans les années 1960, qui firent suite au processus chaotique d'indépendance et de décentralisation; et les troubles du début des années 1990, lorsqu'une tentative de démocratisation bâclée conduisit à une mobilisation ethnique et à des actes de violence.

Origines des groupes armés actuels (1885-1965)

La mobilisation armée dans ce qui constitue aujourd'hui l'est de la RDC est antérieure au colonialisme. En effet, les négociants arabo-swahilis qui, pendant la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, contrôlaient de grandes parties de l'Est créèrent des milices quasi professionnelles pour organiser des rafles d'esclaves, ce qui entraîna l'organisation d'une résistance locale. Les tendances expansionnistes du roi rwandais Rwagubiri dans les années 1890 provoquèrent également une contre-mobilisation qui se solda par une prolifération de milices liées aux communautés locales. La fin de l'époque coloniale connut ensuite certaines formes localisées et millénaristes de résistance armée visant en général l'État colonial et ses politiques prédatrices de taxation et de travail forcé. Citons à titre d'exemples la rébellion Binji-Binji de 1931 au Sud-Kivu, les différentes

révoltes Nyabingi au Rutshuru (1910–30) et le soulèvement du Kitawala (inspiré du « Watchtower », les Témoins de Jéhovah) de 1944 au Walikale, le Rutshuru et le Walikale étant tous les deux des territoires du Nord-Kivu.

Ce n'est toutefois qu'à l'indépendance, en 1960, que la rébellion se propagea à grande échelle. Les premières années du Congo indépendant virent l'émergence de rudes rivalités politiques provoquées par des idéologies concurrentes et une lutte autour de la décentralisation. Les principales fractures opposèrent les défenseurs d'un État centralisé puissant, regroupés autour du Premier ministre Patrice Lumumba, aux fédéralistes, représentés par le Président Joseph Kasavubu. Petit à petit, les partisans de l'unitarisme devinrent ouvertement anti-impérialistes et les fédéralistes furent perçus comme favorables aux puissances occidentales.¹

Mais cette dichotomie fondamentale masque la fragmentation qui caractérisa la politique de l'après-indépendance, des dizaines de partis surgissant dans ce nouvel espace politique, souvent en défendant des programmes très localisés et en bénéficiant d'un soutien ethnique bien défini. Les Kivus ne dérogeèrent pas à cette règle: entre 1960 et 1965, les deux provinces sombrèrent dans le chaos, et les affiliations ethniques s'imbriquèrent dans ou prirent le pas sur les clivages politiques et autres, caractéristique de la politique congolaise qui perdure aujourd'hui.²

Ces clivages imbriqués furent manifestes lors de la principale rébellion qui éclata dans les Kivus après l'indépendance. Dans le territoire d'Uvira, au Sud-Kivu, le politicien radical Musa Marandura lança un mouvement de protestation contre le gouvernement central et les chefs coutumiers locaux, qu'il considérait comme des conservateurs au service de l'impérialisme occidental. Pour obtenir un appui, Marandura, dont les principaux partisans étaient issus de la communauté Fulero, commença

.....
1 Crawford Young, *Politics in the Congo: Decolonization and Independence* (Princeton, NJ: Princeton University Press, 1965).

2 Koen Vlassenroot, *Sud-Kivu: Identité, territoire et pouvoir dans l'est du Congo* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013), p. 25–32.

également à faire campagne contre les Rundi, la communauté voisine, affirmant que comme ils avaient émigré du Burundi, ils n'avaient pas droit au pouvoir coutumier. Une dynamique similaire apparut dans les montagnes des Hauts-Plateaux qui dominent Uvira, où des rebelles de la communauté Bembé combattirent les milices Banyamulenge alliées aux forces gouvernementales, perçues comme des immigrants venus du Rwanda. Ainsi, les projets politiques nationaux et locaux commencèrent à se chevaucher, se renforçant mutuellement.

Au Nord-Kivu, dans les années qui suivirent l'indépendance, les considérations politiques d'envergure nationale et internationale furent reléguées au second plan par les antagonismes ethniques locaux. La « guerre Kanyarwanda », qui progressa par à-coups entre 1962 et 1965, opposa les Hutu et les Tutsi, venus du Rwanda pendant ou juste après la période coloniale, aux populations Hunde, Tembo et Nyanga. Ces immigrants, qui représentaient désormais la majorité démographique de certaines régions des territoires de Masisi et de Rutshuru, aux côtés des populations kinyarwandaphones qui vivaient déjà dans ces régions avant la colonisation, se virent refuser l'accès au pouvoir coutumier. Étant donné que les élections leur permettraient de transformer leur poids démographique en un véritable pouvoir politique, l'introduction de la démocratie et la refonte simultanée des frontières provinciales conduisirent à une escalade des tensions. On tenta de priver ce groupe de ses droits de représentation, mais cela provoqua de rudes combats avant les élections de 1965 qui laissèrent un souvenir amer parmi toutes les parties.³

Pendant cette période, l'ouverture de l'espace politique et la concurrence électorale alimentèrent une violente mobilisation, en partie révélatrice des manipulations des politiciens qui apportèrent l'organisation et les fonds nécessaires pour transformer les griefs locaux en violences. Sous l'influence de révolutionnaires nationaux et internationaux comme « Che » Guevara, certaines de ces violences prirent la forme d'une rébellion. Si,

.....
 3 Stanislas Bucyalimwe Mararo, « Land, Power and Ethnic Conflict in Masisi (Congo-Kinshasa), 1940s-1994 », *International Journal of African Historical Studies* 30 (1997), p. 503-38.

par exemple, Marandura était parvenu à déclencher des protestations au niveau local, ce n'est qu'une fois que les représentants du révolutionnaire Conseil national de libération (CNL) prirent le contrôle et se mirent à organiser les manifestants sous une forme militaire que ce mouvement populaire se transforma en rébellion.⁴

Les soulèvements de la période postindépendance furent certes intenses, mais de courte durée. Joseph-Désiré Mobutu, après avoir renversé le gouvernement élu en 1965, réussit à réprimer les insurrections dans les Kivus, même si des poches de résistance persistent au Fizi (Sud-Kivu) et dans la région de Ruwenzori (Nord-Kivu). Cependant, avant de retrouver sa suprématie coercitive, Mobutu dut attendre l'aide de mercenaires étrangers et un généreux soutien militaire pour pouvoir redresser l'Armée nationale congolaise (ANC), fort fragile, notamment une aide aérienne américaine. L'instauration par Mobutu d'un régime à parti unique et le développement d'un réseau de clientélisme présidentiel marqué, qui dominèrent à la fois l'administration et des composants cruciaux de l'appareil sécuritaire, eurent pour effet d'empêcher une véritable mobilisation armée pendant près de trois décennies.

Précurseurs directs des groupes armés actuels (1990–6)

Confronté à l'épuisement de ses ressources et à de fortes pressions internationales à la fin de la Guerre froide, Mobutu annonça en avril 1990 une transition vers une démocratie multipartite. Toutefois, il chercha subrepticement à faire échouer le nouveau processus de démocratisation en divisant et affaiblissant l'opposition. L'un des moyens qu'il employa consista à entretenir les antagonismes ethniques. Les divisions ethniques furent aggravées par la perspective des élections, qui mirent en exergue la question de l'octroi de la citoyenneté aux descendants d'immigrants rwandais.

.....

4 Benoît Verhaegen, *Rébellions au Congo. Tome 1* (Bruxelles/Léopoldville: CRISP, IRES et INEP, 1966), p. 292–5.

Sous Mobutu, l'érosion progressive des services publics et l'interdiction des partis politiques avaient entraîné la prolifération des groupes communautaires dans les Kivus. Dans les années 1990, ce sont ces groupes d'autodéfense communautaires, appelés « mutuelles », qui furent à l'origine de la mobilisation électorale et de la formation des partis politiques. Plusieurs de ces organisations, notamment la Mutuelle des agriculteurs du Virunga (MAGRIVI), une mutuelle Hutu, lancèrent leurs propres milices, témoignant ainsi de la nature communautaire de ces premiers mouvements de mobilisation.⁵

D'autres groupes furent constitués à la même époque pour remettre en question l'ordre politique existant. Au début des années 1990, les Kasindiens, un groupe armé issu de la communauté Nande, dans la région de Ruwenzori, s'en prirent à l'autorité des chefs coutumiers. Ce phénomène se propagea jusqu'aux régions voisines de Beni et Lubero, où la milice Ngilima, mêlée à des activités de racket de protection local, décida de contester le pouvoir de Mobutu. Ces groupes influencèrent la formation d'autres milices rurales, notamment les Batiri (dominés par les Hunde de Masisi) et les Katuku, qui œuvrèrent d'abord dans le sud du Walikale parmi les Nyanga, puis également parmi les Tembo de Bunyakiri.⁶ C'est à cette époque que beaucoup de commandants des groupes armés aujourd'hui actifs débutèrent leur carrière, notamment le général Padiri Bulenda, Bigembe Turinkino, Akilimali Shemongo et Robert Seninga.⁷

.....

5 Jean-Claude Willame, *Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et Gestion de l'identitaire au Kivu* (Bruxelles/Paris: Institut Africain-CEDAF/L'Harmattan, 1997), p. 64.

6 Koen Vlassenroot, « Violence et constitution de milices dans l'est du Congo: le cas des Mai-mayi », dans *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2001-2002*, (éd. Filip Reyntjens et Stefaan Marysse) (Paris: L'Harmattan, 2002), p. 115-52.

7 Padiri devint le leader du plus grand groupe Maï-Maï de Bunyakiri et se retrouva à la tête d'un organisme de coordination des Maï-Maï au Sud-Kivu. Bigembe fut le leader d'un groupe armé Hutu au Sud-Masisi où il était chef du secteur de Katoyi. Akilimali était un Nyanga Maï-Maï; il a rejoint Padiri et est aujourd'hui colonel dans l'armée. Robert Seninga était en 1993 l'un des plus importants commandants Hutu. Aujourd'hui député provincial, il participe à la politique des milices.

Ces milices furent exploitées par les pouvoirs publics et les hommes politiques locaux dans le cadre de conflits anciens relatifs au foncier et à l'autorité coutumière. Ces conflits furent attisés par des développements socioéconomiques de grande ampleur, comme l'intensification des pressions démographiques et foncières, la hausse de la pauvreté et le déclin des infrastructures et des capacités réglementaires de l'État. Des politiciens provinciaux et nationaux prononcèrent des discours incendiaires et lancèrent des initiatives qui revinrent à jeter de l'huile sur le feu. Par exemple, la première vague de violence de grande envergure qui frappa le Nord-Kivu à cette époque éclata deux jours après que le vice-gouverneur du Nord-Kivu avait prononcé en mars 1993 à Ntoto, dans le territoire de Walikale d'où il était originaire, un discours destiné à semer la discorde.⁸

Au bout de plus de six mois de violence, pendant lesquels entre 6 000 et 15 000 personnes furent tuées et des milliers d'autres déplacées, Mobutu ordonna à la garde présidentielle—l'un des derniers composants de l'appareil sécuritaire à lui obéir entièrement—de réprimer ces troubles. Si les conflits continuèrent de couvrir, ce n'est qu'après la propagation dans les Kivus des guerres civiles burundaise et rwandaise que la violence réapparut à grande échelle.

En 1993, des dizaines de milliers de réfugiés burundais arrivèrent au Sud-Kivu suite à la guerre civile déclenchée par l'assassinat de Melchior Ndadaye, Président du pays élu démocratiquement, issu de l'ethnie Hutu. Vint ensuite le génocide rwandais de 1994, qui poussa 30 000 à 40 000 miliciens Hutu et soldats des Forces armées rwandaises (FAR)—dont la plupart avaient été impliqués dans le génocide—à franchir la frontière, aux côtés d'un million de réfugiés civils. Ils apportaient des armes, un esprit de radicalisme et une mentalité axée sur la polarisation ethnique. Regroupés dans les camps de réfugiés, ces combattants

.....

8 Jason Stearns, *Nord-Kivu: Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012), p. 26.

commencèrent à lancer des attaques transfrontalières contre le Rwanda.⁹ Cette menace sécuritaire poussa le gouvernement nouvellement établi à Kigali, en coordination avec l'Ouganda, l'Angola et d'autres pays de la région, à former une coalition régionale d'insurgés pour dissoudre les camps de réfugiés/garnisons dans les Kivus et renverser le Président Mobutu.

*Guerres du Congo et transformation de la mobilisation armée
(1996–2003)*

La Première Guerre du Congo éclata en 1996 suite à l'insurrection, appuyée par le Rwanda, de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL). Elle déclencha une mobilisation armée dans tout l'est du pays. Tandis que certains groupes se mobilisèrent contre l'invasion, d'autres se mirent à soutenir la rébellion de l'AFDL. Bien que ces milices aient provoqué une forte insécurité dans les zones rurales et alimenté des tensions constantes au sein des communautés, elles restèrent morcelées, de faible envergure et repliées sur elles-mêmes, incapables d'influencer la situation au-delà de leurs fiefs locaux.

Ce fut lors de la Deuxième Guerre du Congo—qui éclata lorsque les relations se détériorèrent entre le nouveau Président Laurent-Désiré Kabila et ses partisans rwandais—que ces milices se mirent à prospérer, avec le soutien de Kinshasa et de groupes armés étrangers. Le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), soutenu par le Rwanda et l'Ouganda, occupa rapidement de grandes parties de l'est du pays. La guerre au front se trouvant dans une impasse, Kinshasa envoya des fonds et des armes aux groupes armés qui opéraient dans les zones placées sous le contrôle du RCD, nommant certains leaders Maï-Maï officiers supérieurs de l'armée nationale. Il forma également des alliances avec les derniers éléments des ex-FAR et des *Interahamwe* («Ceux qui attaquent ensemble») —une organisation paramilitaire Hutu rwandaise

.....
9 Gérard Prunier, *Africa's World War: Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe* (Oxford: Oxford University Press, 2009), p. 24–9.

arrivée dans l'est de la RDC en 1994 et connue par la suite sous le nom de Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR)—ainsi qu'avec le Conseil national burundais pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD).¹⁰

Petit à petit, les Guerres du Congo modifièrent la nature des groupes armés, les milices rurales ancrées au niveau local se retrouvant mêlées à des réseaux dirigés par des élites des secteurs politique et des affaires. Ces réseaux de milices favorisèrent et, en même temps, furent encouragés par le développement d'une économie de guerre stimulée par la taxation illégale, la contrebande et le racket. Si cette économie permit à certains de s'enrichir rapidement, des millions de civils en dépendirent pour leur survie et n'eurent souvent pas d'autre choix que de collaborer avec les groupes armés.¹¹

La montée en puissance des dirigeants militaires, qui s'impliquèrent étroitement dans l'administration locale, affaiblit encore davantage les structures de l'autorité et la cohésion sociale. Alors que, dans les années 1990, les milices s'appuyaient sur le soutien des chefs coutumiers et des communautés locales, ces liens s'affaiblirent lorsque les leaders militaires devinrent autonomes dans leur manière de dégager des revenus et furent aidés par leurs relations à Kinshasa, avec des groupes armés étrangers et des réseaux commerciaux régionaux. En même temps, le vaste recrutement de jeunes fit apparaître une génération militarisée de plus en plus détachée des chefs coutumiers, des anciens des villages et des parents. Étant désormais moins dépendants, et moins redevables, à l'égard des autorités locales, le comportement des groupes armés envers

.....
 10 Le CNDD-FDD était un mouvement politico-militaire dominé par les Hutu et dirigé par Léonard Nyangoma. Peu après sa création en 1994, son aile armée passa dans les territoires d'Uvira et du Fizi au Sud-Kivu.

11 Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers, « Introduction » dans *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo* (éd. Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers) (Gand: Academia Press Scientific Publishers, 2004), p. 13–38.

les civils se détériora, et les exactions physiques, le travail forcé et la taxation illégale devinrent légion.¹²

*La transition: défis de la démilitarisation et de l'intégration de l'armée
(2003–2006)*

En décembre 2002, les principaux belligérants de la Deuxième Guerre du Congo signèrent un accord de partage du pouvoir politique et militaire, l'Accord global et inclusif. Ce processus de paix de trois ans, qui démarra en 2003, laissa sur la société congolaise une trace indélébile, en grande partie positive: des élections crédibles eurent lieu en 2006, pour la première fois depuis plus de 40 ans; le pays fut réuni; et une nouvelle constitution entérina les droits des citoyens comme jamais auparavant. Les postes au sein du gouvernement de transition, du parlement et d'autres institutions de l'État furent répartis entre les différents signataires, et leurs ailes armées furent intégrées dans une nouvelle armée nationale, les FARDC.

Mais le processus de paix introduisit également deux nouvelles dynamiques qui allaient favoriser la mobilisation armée: l'intégration dans l'armée d'anciens belligérants fit des mécontents, qui recoururent à de nouvelles insurrections pour négocier. Ils furent encouragés par la logique de la transition axée sur le partage des pouvoirs qui, pour ainsi dire, «tolérait» que l'on recoure à la violence pour s'arroger des pouvoirs politiques.¹³ La seconde dynamique avait l'air anodin: l'existence de rivalités politiques dans un contexte de la démocratie. Cependant, dans un environnement fortement militarisé caractérisé par des antagonismes ethniques, certains politiciens se tournèrent vers la mobilisation armée et ethnique pour veiller directement à maintenir leur influence. Les

.....
12 Koen Vlassenroot et Frank van Acker, «War as Exit from Exclusion? The Formation of Mayi-Mayi Militias in Eastern Congo», *Afrika Focus* 17 (2001), p. 51–77.

13 Denis Tull et Andreas Mehler, «The Hidden Costs of Power-sharing: Reproducing Insurgent Violence in Africa», *African Affairs* 104 (2005), p. 375–98.

élections firent également des perdants, dont certains recoururent à la violence.

Ces dynamiques se manifestèrent plus nettement dans le parcours du très impopulaire RCD. Ce groupe, qui avait contrôlé près d'un tiers du pays, se retrouva avec seulement 15 des 500 sièges à l'Assemblée nationale après les élections de 2006. Cette marginalisation se fit particulièrement sentir parmi la communauté Tutsi, qui était devenue extrêmement influente grâce au RCD.

La principale insurrection de cette période fut en partie due à cette perte de pouvoir. Menée par le général Laurent Nkunda, un dissident, plusieurs anciens officiers Tutsi du RCD refusèrent de s'intégrer dans l'armée, de même que trois brigades qui leur étaient fidèles. Vu les activités permanentes auxquelles se livraient les FDLR et les groupes Maï-Maï, ils craignaient pour la sécurité de la communauté Tutsi—mais ils bénéficiaient aussi du soutien de fonctionnaires à Goma et Kigali soucieux de protéger leurs propres intérêts économiques et politiques dans les Kivus. Après avoir fait défection de l'armée en 2003, Nkunda forma le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) en 2006; ce mouvement allait devenir l'un des groupes armés les plus puissants du pays, en partie grâce au soutien du Rwanda.¹⁴

Pour leur part, les groupes Maï-Maï rencontrèrent différents défis lors de la transition, qui en inciteraient beaucoup à reprendre les armes. Le gouvernement et les forces armées étaient en grande partie dirigés par le biais de réseaux clientélistes: pour obtenir une promotion ou accéder à des sources informelles de revenus, il était primordial d'avoir des connaissances parmi les leaders militaires ou politiques influents. Or, les différents commandants Maï-Maï qui se braquèrent contre l'intégration—y compris Dunia Lwendama, Delphin Mbaenda et Kapopo Alunda—ne jouissaient souvent pas de telles relations d'élite. Un grand nombre d'entre eux n'avaient reçu qu'une formation militaire rudimentaire;

.....
 14 Jason Stearns, *Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012).

certaines n'avaient pas bénéficié d'une instruction de base, ce qui réduisait leurs chances de promotion. Par ailleurs, certains hésitaient à quitter leur secteur vu les problèmes de sécurité causés par d'anciens adversaires qui refusaient de démanteler leurs groupes armés.¹⁵ Les rares commandants Maï-Maï qui obtinrent des postes importants, comme le général Padiri Bulenda, se servirent de leur nomination pour récompenser des membres de leur propre famille ou communauté ethnique, écartant ainsi un grand nombre de leurs anciens collègues commandants. Parmi les délégués Maï-Maï qui participèrent aux pourparlers de paix en Afrique du Sud, les deux qui représentèrent les groupes les plus importants—Anselme Enerunga, du mouvement de Padiri, et Kosco Swedy, du groupe de Dunia—finirent par être répudiés par leurs commandants sur le terrain.

La marginalisation des réseaux Maï-Maï coïncida avec l'accélération de leur fragmentation, qui les rendit vulnérables à toute tentative de manipulation de la part du gouvernement de Kinshasa, lequel chercha à contrôler ces groupes en cooptant certains de leurs leaders. En tout, les groupes Maï-Maï de tout l'est du Congo reçurent 13 des 620 sièges au parlement de transition, quatre des 63 postes ministériels, et un des 11 postes de gouverneur provincial. Mais cette manière de distribuer les postes au compte-gouttes fit de nombreux mécontents. Un officier Maï-Maï a ainsi expliqué: «*Nos délégués sont arrivés à Kinshasa puis se sont mis à vendre les postes auxquels nous pouvions prétendre. Des gens qui n'avaient rien à voir avec les Maï-Maï ont ainsi pu acheter un des postes militaires ou politiques qui nous revenaient. C'est notre propre faiblesse interne qui a permis de tels agissements.*»¹⁶ C'est ainsi que Kisula Ngoy, qui n'entretenait que de vagues relations avec les Maï-Maï, devint gouverneur du Katanga, tandis que Mushi Bonane, un avocat basé à Kinshasa, reçut un siège Maï-Maï au parlement.

.....

15 Maria Eriksson Baaz et Judith Verweijen, *Between Integration and Disintegration: The Erratic Trajectory of the Congolese Army* (New York: Social Science Research Council, 2013).

16 Projet Usalama, personne interrogée n° 814, par téléphone, juin 2013.

Du fait de ces différents développements, des dizaines de commandants Maï-Maï dissidents regagnèrent le maquis entre 2007 et 2009. L'insécurité permanente, due en partie aux groupes armés étrangers comme les FDLR, et la perpétuation des conflits locaux firent qu'ils n'eurent aucun problème à attirer des recrues et à mobiliser un soutien. En l'absence d'une armée solide et impartiale, le sentiment selon lequel l'autodéfense communale était justifiée et nécessaire fut encore renforcé.

Fragmentation et éphémérité de l'intégration militaire (2006–2012)

Les élections de 2006 mirent fin à la transition mais ne parvinrent pas à éliminer la violence dans l'est de la RDC. Des dizaines de nouveaux groupes armés furent formés, soutenus par des officiers et des politiciens qui n'avaient pas recueilli les voix ou obtenu les postes qu'ils convoitaient. Le gouvernement ne fit pas grand-chose pour inverser cette tendance. Ceux qui choisirent la voie de la dissidence permanente n'avaient pratiquement rien à craindre: les déserteurs de l'armée n'étaient guère punis et les groupes armés étaient rarement soumis à d'importantes pressions militaires. L'armée étant encore en phase de construction et manquant de cohésion et de capacités, le gouvernement à Kinshasa n'eut d'autre possibilité que de recourir à une stratégie de cooptation, ciblant plus particulièrement les groupes qui ne représentaient pas une menace directe à son pouvoir.¹⁷

Le CNDP de Laurent Nkunda se trouva au cœur de cette nouvelle série de mobilisation. À partir de 2006, les FARDC lancèrent plusieurs offensives contre ce groupe—ce qui déclencha une avalanche de contre-mobilisations d'autres groupes, notamment la Coalition des patriotes résistants congolais (PARECO), pour deux raisons: premièrement, les FARDC, ne sachant trop si elles pouvaient compter sur les compétences et la loyauté de leurs propres officiers, soutinrent dans de nombreux

.....

17 Maria Eriksson Baaz et Judith Verweijen, «The Volatility of a Half-cooked Bouillabaisse: Rebel-military Integration and Conflict Dynamics in Eastern DRC», *African Affairs* 112/449 (2013), p. 563–82.

cas des milices ethniques en leur fournissant des armes et de l'argent. Deuxièmement, les combats répandirent l'insécurité jusque dans les campagnes, entraînant une mobilisation (souvent parmi des soldats démobilisés) au nom de l'autodéfense communautaire.¹⁸

Une grande partie de cette mobilisation, et de la manipulation cynique des groupes armés, se produisit à l'approche de la conférence de Goma de janvier 2008, dont l'objectif était d'enrayer l'escalade de la violence. Toutefois, paradoxalement, la conférence entraîna une nouvelle prolifération de groupes armés. D'après un haut fonctionnaire du renseignement congolais, « *la logique du gouvernement pendant la conférence de Goma était de créer de nouveaux groupes pour diluer le pouvoir du CNDP* ». ¹⁹ D'autres politiciens ou leaders rebelles n'attendirent pas que Kinshasa le leur demande: espérant bénéficier d'une intégration anticipée dans l'armée ou de programmes de démobilisation lucratifs, ils créèrent de nouveaux groupes, en rétablirent d'autres qui étaient tombés en désuétude ou accélérèrent leurs campagnes de recrutement. Par exemple, c'est à peu près à cette époque qu'un politicien local de Mwenga créa les Maï-Maï Shikito. D'après un leader du groupe, des armes furent distribuées à des dizaines de jeunes combattants dirigés par des transfuges des FARDC.²⁰ Parmi les autres groupes qui furent recréés ou ravivés pour l'occasion figuraient les Maï-Maï Mahoro, les Mudundu 40, les Maï-Maï Ruwenzori et l'Union des jeunes patriotes sacrifiés (UJPS). Encore une fois, un accord visant à coopter les groupes en les intégrant dans l'appareil de l'État incita à la mobilisation armée, tant parmi ceux qui espéraient en tirer des bénéfices que parmi ceux qui avaient été déçus par les résultats.²¹

.....

18 Jason Stearns, *PARECO: Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013).

19 Projet Usalama, personne interrogée n° 811, Bukavu, juin 2013.

20 Projet Usalama, personne interrogée n° 837, Bukavu, 26 avril 2013.

21 Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers, « Kivu's Intractable Security Conundrum », *African Affairs* 108/432 (2009), p.475-84.

Le cessez-le-feu initié par le processus de paix de Goma tourna rapidement court, préparant le terrain pour une nouvelle escalade de la violence. Après plusieurs défaites humiliantes, le Président Kabila décida fin 2008 de négocier directement avec le gouvernement rwandais, que les bailleurs de fonds observaient de très près vu le soutien qu'il avait accordé au CNDP. En janvier 2009, les paramètres d'un accord de paix furent annoncés: le leader du CNDP Laurent Nkunda fut arrêté par l'armée rwandaise, qui déploya ensuite des troupes dans les Kivus pour pourchasser les FDLR dans le cadre d'opérations menées conjointement avec les FARDC. Un accord fut signé deux mois plus tard, le 23 mars, stipulant que le CNDP devait se transformer en parti politique et que ses troupes devaient être intégrées dans l'armée congolaise. Refusant d'être redéployés dans d'autres régions du pays, de nombreux officiers CNDP restèrent dans les Kivus, où ils constituèrent un réseau influent qui allait jouer un rôle prépondérant lors d'une autre série d'opérations visant les FDLR.

Cet arrangement résolut certes un problème, mais il en créa d'autres. L'accord passé avec le CNDP suscita une grande rancœur. Le plus gros reproche était que des modalités d'intégration favorables avaient été accordées au CNDP, qui maintint des chaînes de commandement parallèles, un service de renseignement et une logistique au sein de l'armée. En outre, d'anciens officiers du CNDP dominèrent les structures de commandement opérationnel nouvellement créées pour les Kivus, et des brigades contrôlées par l'ex-CNDP furent déployées dans les sites les plus riches en ressources, ce qui leur permit d'étendre leur influence militaire et économique bien au-delà de leur fief traditionnel de Masisi. Cela confirma ce dont étaient déjà persuadés de nombreux officiers FARDC et leaders de groupes armés: les Tutsi et les Hutu bénéficiaient d'un traitement de faveur dans l'armée.²²

.....

22 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2010/596, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 29 novembre 2010, p. 42-6; Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 2 décembre 2011, p. 89-90.

Si les opérations lancées entre 2009 et 2011 contre les FDLR et d'autres groupes armés—appelées successivement *Umoja Wetu* (« Notre Unité »), *Kimia* (« Le silence ») II et *Amani Leo* (« La Paix aujourd'hui »)—réussirent à affaiblir les FDLR, elles eurent des effets extrêmement préjudiciables sur les civils, entraînant une insécurité généralisée et le déplacement de plus d'un million de personnes. En outre, conjuguées au ressentiment dû à la récente domination de l'ex-CNDP, ces offensives eurent pour effet de promouvoir d'autres groupes armés, dont la faction PARECO de Sikuli Lafontaine et l'Alliance patriotique pour un Congo libre et souverain (APCLS) de Janvier Karairi Bwingo au Nord-Kivu, ainsi que les Maï-Maï Yakutumba au Sud-Kivu.²³

Un processus de restructuration de l'armée lancé en 2011 pour démanteler une partie de l'influence qu'avait acquise le CNDP dans la hiérarchie militaire provoqua une nouvelle mobilisation. Le retrait provisoire des brigades sur le terrain en attendant qu'elles se transforment en régiments engendra un vide sécuritaire que des groupes armés comme les Raïa Mutomboki s'empressèrent de remplir.²⁴ Qui plus est, le mécontentement dû à la manière dont avaient été répartis les grades dans les nouvelles unités provoqua de nombreuses désertions, beaucoup de ces déserteurs créant de nouveaux groupes armés.²⁵

Les élections générales de 2011 accélérèrent cette dynamique, les politiciens recourant aux groupes armés pour obtenir un soutien électoral et, lorsque leurs aspirations électorales n'avaient pas été satisfaites, pour maintenir leur influence. Au Fizi, des candidats parlementaires comme Jemsi Mulengwa soutinrent les Maï-Maï Yakutumba,²⁶ tandis que le *mwami* (chef coutumier) des Fulero à Uvira, qui s'était lui aussi présenté

23 International Crisis Group (ICG), « Congo: No Stability in Kivu Despite a Rapprochement with Rwanda », Nairobi/Bruxelles, 16 novembre 2010, p. 11–12.

24 Jason Stearns et al., *Les Raïa Mutomboki: Déficience du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013).

25 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2012/843, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », 15 novembre 2012, p. 33.

26 Stearns et al., *Les Maï-Maï Yakutumba*, p. 41–2.

aux élections législatives, mobilisa pour sa campagne sa propre milice d'autodéfense, les Forces d'autodéfense locales et légitimes (FALL).²⁷

Le M23: un tournant? (2012–aujourd'hui)

L'accord d'intégration signé le 23 mars 2009 s'effondra début 2012 en raison d'un différend entre Kinshasa et le leadership de l'ex-CNDP, entraînant une énième phase de mobilisation. Alors que les FARDC tentaient depuis 2009 de redéployer le leadership de l'ex-CNDP à l'écart des régions des Kivus, le fiasco électoral 2011 poussa le Président Kabila à intensifier ces efforts. En partie du fait des pressions internationales, il essaya aussi d'arrêter le général Bosco Ntaganda, recherché par la Cour pénale internationale. Cependant, anticipant la situation, certaines parties de l'ex-CNDP se mutinèrent en avril 2012. Cette dissidence se transforma en une nouvelle rébellion, qui prit le nom de M23, conduisant à une fracture au sein du réseau de l'ex-CNDP. Environ la moitié des officiers de l'ex-CNDP ne rejoignirent pas le M23, résistant ainsi aux pressions des autorités rwandaises qui étaient de plus en plus impliquées dans la gestion de la rébellion.²⁸

La crise du M23 se fit sentir dans toute la région, déclenchant la formation ou la consolidation de plusieurs groupes antagonistes dans sa zone de déploiement de Rutshuru, notamment les FDLR-Soki, les Maï-Maï Shetani, le Mouvement populaire d'autodéfense (MPA) et les Forces pour la défense des intérêts du peuple congolais (FDIPC). Cette mobilisation croissante était également le résultat des efforts entrepris par le M23 et ses alliés au Rwanda pour former des alliances ou créer de nouveaux groupes dans tout l'est du pays, tels que l'Alliance pour la libération de l'est du Congo (ALEC) à Uvira et la Force œcuménique pour la libération du Congo (FOLC) dirigée par le déserteur des FARDC Hilaire Kombi

27 Centre indépendant de Recherches et d'Études stratégiques au Kivu (CIRESKI), « Étude analytique sur la milice 'FAL' », décembre 2012 (rapport non publié, archivé dans les dossiers du Projet Usalama).

28 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2012/348/Add.1, « Additif au rapport d'étape du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », 27 juin 2012, p. 11–2.

dans la région de Beni, dans la partie nord du Nord-Kivu. Le M23 tenta également d'organiser des coalitions de groupes armés en Ituri—efforts qui pour la plupart furent vains.

Outre les déserteurs de l'armée comme Kombi, des politiciens marginalisés jouèrent un rôle crucial dans ces efforts de mobilisation. Dans le nord du Nord-Kivu, Antipas Mbusa Nyamwisi, député et ancien ministre des Affaires étrangères, organisa un soutien politique significatif en faveur du groupe de Kombi et lui donna des armes.²⁹ Au Sud-Kivu, le candidat parlementaire malheureux Gustave Bagayamukwe fut l'initiateur d'un nouveau satellite du M23 appelé l'Union des forces révolutionnaires du Congo (UFRC) fin 2012.³⁰ Cependant, la plupart de ces groupes étaient de faible envergure et le M23 ne parvint pas à déstabiliser la région au sens large.

Tandis que Kinshasa formait des alliances opérationnelles avec certains groupes armés, elle tenta d'en démanteler d'autres.³¹ À grands coups d'instruments financiers et de généreuses promesses relatives à l'octroi de grades et de postes, elle fit des offres aux groupes Maï-Maï placés sous les ordres de Yakutumba, Mayele, Nyakiliba et Kifuafua; à plusieurs groupes Nyatura; à la Force de résistance patriotique en Ituri (FRPI) de Cobra Matata; et à une pléthore de milices à Uvira.³² Mais fin 2013, seule l'intégration d'une partie des combattants Nyatura semblait avoir abouti; les affrontements avec de nombreux autres candidats à l'intégration se multipliaient, surtout dans les territoires de Fizi et d'Uvira et dans le district de l'Ituri.

En août 2013, une vaste offensive FARDC contre le M23—soutenue par la Brigade d'intervention (FIB) récemment mise en place par les Nations Unies—a remporté plusieurs victoires militaires. Mais même si

.....
29 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2012/843, p. 19–27.

30 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2013/433, «Rapport de mi-mandat du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 19 juillet 2013, p. 13–5.

31 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2012/843, p. 29 et 33.

32 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2012/843, p. 32–4.

celles-ci ont entraîné le démantèlement du M23, il est probable que les nombreux autres groupes armés présents dans l'est du pays continueront d'attiser la violence, surtout si les moteurs de la mobilisation armée ne sont pas traités.

Expliquer la persistance des groupes armés

Pour bien comprendre les raisons pour lesquelles l'est de la RDC reste au centre de la prolifération des groupes armés, trois séries de facteurs doivent être pris en compte. Le premier est l'âpre rivalité entre les réseaux d'élites politiques et militaires aux niveaux régional, national et provincial, à laquelle vient s'ajouter la fragilité du centre politique à Kinshasa. Deuxièmement, certains phénomènes dans l'est de la RDC contribuent à promouvoir la militarisation des rivalités politiques et économiques. Le troisième facteur est l'existence à l'échelle locale de conflits et de différends ayant trait au foncier, aux autorités locales et à l'insécurité. Il y a aussi d'autres facteurs, comme les quantités importantes d'armes disponibles, la pauvreté généralisée et la topographie difficile de l'est de la RDC. Mais de nombreux autres pays—et de grandes parties de l'ouest de la RDC—ont ces mêmes problèmes sans pour autant connaître des niveaux similaires de conflit armé. Ces facteurs nous permettent effectivement de comprendre pourquoi les groupes armés sont faciles à créer et comment ils parviennent à survivre, mais pas pourquoi ils sont si importants dans l'Est.

Fragilité du centre et rivalités des élites

La période de transition, qui se conclut par la tenue d'élections nationales en 2006, conduisit à l'unification du pays, mais le déclenchement de nouveaux conflits en fut le prix à payer. L'Accord global et inclusif de 2002 avait réuni des belligérants au sein d'un gouvernement axé sur le partage des pouvoirs, mais aussi marginalisé certains des groupes armés les plus puissants, tout en en fragmentant d'autres. Surtout dans l'Est, des factions tentèrent de conserver les zones d'influence politique et économique qu'elles avaient acquises pendant les Guerres et résistèrent ainsi aux efforts déployés par Kinshasa pour réaffirmer son autorité. La

lutte de pouvoir qui s'ensuivit, opposant le centre politique aux élites de l'est du pays, est la dernière manifestation d'une tendance qui caractérise l'État congolais depuis sa création.

C'est en grande partie grâce à des mesures de coercition et de cooptation que le Président Mobutu parvint à venir à bout de la résistance opposée à l'influence du centre; l'une des clés de sa réussite fut l'instauration d'un réseau clientéliste puissant et relativement inclusif chargé de contrôler l'accès aux principaux actifs économiques.³³ En revanche, Joseph Kabila n'est pas parvenu à construire un tel réseau clientéliste pour consolider son contrôle dans l'est du pays. Les Guerres du Congo ont renforcé l'orientation régionale de l'économie de l'Est; les élites locales sont ainsi devenues de moins en moins dépendantes des relations économiques et du clientélisme de Kinshasa. Au Nord-Kivu, des réseaux transfrontaliers prospères ont été mis en place, regroupant des administrateurs, des commerçants et des élites militaires congolais, rwandais et ougandais. Pendant la transition de 2003–6, ces réseaux récupérèrent largement les autorités politiques et administratives récemment nommées, maintenant ainsi leur autonomie par rapport à Kinshasa.³⁴

Ces réseaux transfrontaliers facilitent également la poursuite de la mobilisation armée. Par exemple, pendant les Guerres, des rebelles burundais du CNDD-FDD et des Forces nationales de libération (FNL) collaborèrent étroitement avec des groupes Maï-Maï des territoires de Fizi et d'Uvira. Certaines parties de ces réseaux, qui s'étendent jusqu'en Tanzanie, sont restées intactes, ce qui explique en partie pourquoi des groupes Maï-Maï refusent de s'intégrer dans l'armée congolaise. Les diasporas et les camps de réfugiés des pays voisins ont contribué

.....

33 Denis Tull, *The Reconfiguration of Political Order in Africa: A Case Study of North Kivu (DR Congo)* (Hambourg: Institut für Afrika-Kunde, 2005), p. 64–93.

34 Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers, «New Political Order in the DR Congo? The Transformation of Regulation», *Afrika Focus* 21 (2008), p. 39–52.

à la création de ces liens régionaux en facilitant le recrutement et la contrebande.³⁵

L'indignation la plus vive lors de la transition émana de l'un de ces réseaux régionaux, qui relie les élites Tutsi congolaises à Goma à leurs homologues du gouvernement FPR (Front patriotique rwandais) à Kigali. Kigali devint une plaque tournante logistique et financière importante pour les rebelles du CNDP, qui purent aussi recruter directement parmi les réfugiés congolais présents sur le territoire congolais. Certes, Kigali ne contrôla jamais totalement les rebelles, mais elle apporta un soutien crucial, notamment une assistance militaire directe par l'intermédiaire des Forces rwandaises de défense (FDR).³⁶ Ces liens régionaux détachèrent ces élites provinciales de Kinshasa, capitale fort éloignée et qui continue de susciter la méfiance, entre autres du fait des discours anti-Tutsi qui prévalent parmi certains éléments du gouvernement.³⁷

Le centre politique apparu à Kinshasa après la Seconde Guerre du Congo est fragile. Tout en contrôlant des éléments clés de l'appareil d'État, le réseau clientéliste de Kabila n'a pas pu entièrement coopter les élites politiques, militaires et commerciales de l'Est, d'où la perpétuation des rivalités autour du pouvoir. Les interconnexions régionales ont intensifié ces luttes de pouvoir en attirant les élites et les membres des diasporas des pays voisins; l'économie des Kivus est désormais de plus en plus tournée vers l'Est.

Militarisation de la rivalité politique et économique

Un second facteur clé à l'origine de la prolifération des groupes armés est le caractère violent de la concurrence entre les élites régionales, nationales et provinciales. La militarisation de la politique est essentiellement

.....
35 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2009/603, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », 23 novembre 2009, p. 11–2 et 20–2.

36 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2008/773, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », 12 décembre 2008, p. 6–18.

37 Pour une analyse des intérêts du gouvernement rwandais dans l'est de la RDC, voir Jason Stearns, *Du CNDP au M23*, p. 54–8.

attribuable à la logique axée sur la partage des pouvoirs de l'Accord global et inclusif de 2002, qui servit à intégrer les anciens belligérants dans l'État ou l'armée—dont nombre de groupes qui ne disposaient pas de leurs propres structures politiques ni même d'un programme politique cohérent. La stratégie de Kinshasa—coopter les leaders de ces groupes pour profiter de leurs quotas au sein du gouvernement de transition et influencer leur électorat—ne fit qu'inciter à une nouvelle fragmentation. Les leaders auxquels Kinshasa accorda des faveurs n'hésitèrent pas à exclure des membres clés de leurs propres réseaux; à la fin du processus de transition, ce furent justement ces personnalités marginalisées qui menèrent la nouvelle vague de constitution de groupes armés.

La stratégie du gouvernement à l'égard de ces dissidents fut contre-productive. Une fois de plus, il leur offrit une intégration militaire selon des modalités favorables, notamment l'impunité pour les délits qu'ils avaient commis par le passé, la permission de rester dans leur région d'origine, des promesses de grades et de postes haut placés, des sommes d'argent considérables et, quelquefois seulement, une accréditation en tant que partis politiques. Ceux qui refusèrent de s'intégrer dans l'armée s'exposèrent à peu de sanctions: les punitions pour désertion sont rares, de nombreux groupes n'ont jamais fait l'objet de fortes pressions militaires et les déserteurs ont toujours été volontiers repris dans le giron, d'où une succession d'intégrations dans l'armée et de défections.³⁸

Mais les officiers de l'armée insatisfaits ne furent pas les seuls à prendre part à la mobilisation armée: dans de nombreux cas, les politiciens apportèrent un soutien clé aux groupes armés. Paradoxalement, l'une des raisons en est la nouvelle logique démocratique du pouvoir. Il est en effet souvent plus facile de recevoir l'approbation populaire en étant un «homme fort» et en exploitant les divisions ethniques qu'en apportant

.....

38 Eriksson Baaz et Verweijen, «Volatility», p. 571–3. Le CNDP est le plus connu: de nombreux commandants ont suivi des trajectoires similaires, notamment Albert Kahasha, Delphin Mbaenda, Mahoro Kitay Ngombarufu et Patient Akilimali. D'autres, comme Amuri Yakutumba et Cobra Matata, ont déserté et, depuis, ont participé à de nombreuses négociations et efforts d'intégration, en vain.

un véritable changement politique. Un homme fort peut distribuer de l'argent, manager des équipes de football et financer des projets de développement avec son argent personnel. Soutenir un groupe armé est donc devenu un nouveau moyen d'accroître sa popularité. « *Ici, pratiquement tous les groupes armés sont soutenus par des politiciens à Kinshasa ou Bukavu* », a expliqué un agent congolais du renseignement au Sud-Kivu. « *Cela crée des emplois et donne l'impression que l'on soutient la communauté.* »³⁹ Un chef coutumier local du Nord-Kivu est quant à lui moins cynique: « *Pourquoi Bakungu Mithondeke [ancien vice-gouverneur du Nord-Kivu] a-t-il aidé à créer la PARECO? Parce qu'ils protègent la communauté. Et donc les Hunde l'adorent.* »⁴⁰

Grâce au soutien d'un groupe armé, un politicien peut aussi exercer de l'influence à Kinshasa: comme l'a dit un ancien membre d'un groupe armé au Nord-Kivu, le politicien devient ainsi un « *homme incontournable* ». ⁴¹ « *Pourquoi croyez-vous que Serufuli est toujours perçu comme quelqu'un d'important à Kinshasa?* »⁴² *Il est l'homme fort numéro un de la communauté Hutu, ce qui signifie qu'il peut influencer les commandants et les milices Hutu* », a commenté un ancien agent rwandais du renseignement.⁴³ Mais les relations entre les groupes armés et les politiciens vont dans les deux sens: si les politiciens peuvent accroître leur stature et leur influence grâce à leurs relations avec les groupes armés, les groupes armés cherchent activement à se faire représenter par les politiciens lors des négociations avec le gouvernement.

En outre, les groupes armés peuvent directement influencer sur la politique électorale. C'est par exemple ce qui se produisit en 2011, à Masisi et à Walikale, où l'APCLS et les Maï-Maï Sheka/Nduma Defence

39 Projet Usalama, personne interrogée n° 818, Baraka, mars 2013.

40 Projet Usalama, personne interrogée n° 819, Goma, 29 mars 2013.

41 Projet Usalama, personne interrogée n° 820, Goma, avril 2013.

42 Eugène Serufuli, gouverneur du Nord-Kivu de 2000 à 2007; voir Stearns, *Du CNDP au M23*, pp. 21 et 47.

43 Projet Usalama, personne interrogée n° 815, Goma, avril 2013.

of Congo (NDC) tentèrent d'influencer l'inscription des électeurs.⁴⁴ Ces deux groupes illustrent parfaitement la militarisation de la vie politique dans l'est de la RDC et l'impunité qui en résulte: l'APCLS a ainsi pu s'inscrire en tant que parti politique, et Sheka Ntabo Ntaberi s'est présenté aux élections législatives en 2011—et ce, alors que tout le monde savait qu'il était à la tête d'un groupe armé et qu'il était impliqué dans des atrocités de masse.⁴⁵

Sheka personnifie un autre phénomène qui a favorisé la prolifération des groupes armés: la militarisation de la concurrence économique. Ancien chef de mine à Walikale, Sheka aurait démarré sa carrière de leader rebelle en 2009 principalement pour protéger ses intérêts miniers ainsi que ceux d'autres personnalités. Il s'agissait notamment de défendre les investissements du commandant adjoint de la 8^{ème} région militaire, le colonel Étienne Bindu, qui joua un rôle clé dans la création du groupe.⁴⁶ Si, pour d'autres groupes armés, ces considérations économiques jouent un rôle moins important, la protection des intérêts économiques fait manifestement partie des raisons qui poussent à la mobilisation armée dans l'est de la RDC.

Le secteur minier n'est pas le seul dont les milices cherchent à profiter. Ainsi, certaines exploitent et font le commerce du charbon de bois, du bois dur, du poisson et d'animaux sauvages.⁴⁷ En outre, la quasi-totalité des groupes armés est tributaire de la taxation illégale, généralement perçue aux barrages routiers ou sur les marchés, et des collectes de nourriture dans les villages.⁴⁸ Certains groupes—comme les FDLR et les Forces démocratiques alliées (*Allied Democratic Forces*,

44 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, pp. 64–7.

45 Azzad Essa, «Wanted Congo rebel holds campaign rally», Al Jazeera, 25 novembre 2011.

46 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, pp. 59–62.

47 Ann Laudati, «Beyond Minerals: Broadening Economies of Violence in Eastern DRC», *Review of African Political Economy* 40 (2013), p. 32–50.

48 Steven van Damme, «Commodities of War: Communities Speak Out on the True Cost of Conflict in Eastern DRC», Oxfam, 20 novembre 2012.

ADF), un groupe armé ougandais qui opère majoritairement dans les zones frontalières du Ruwenzori—produisent également des cultures vivrières à grande échelle, font le commerce de biens de consommation et jouissent d’investissements considérables dans les zones urbaines, possédant magasins, motos et pharmacies.⁴⁹ Ces activités nécessitent que l’on dispose de collaborateurs au sein de l’État et du monde des affaires, ce qui démontre bien les vastes bases sociales sur lesquelles s’appuient les groupes armés.

Origines locales des groupes armés: foncier, autorité locale et identité

Si les élites encouragent la mobilisation armée, celle-ci est aussi imputable aux dynamiques locales.⁵⁰ Le niveau de soutien populaire varie d’un groupe à un autre, mais nombre d’entre eux disposent de sympathisants et de collaborateurs. L’une des raisons en est que les alternatives dont disposent les communautés sont souvent encore moins attrayantes: une armée gouvernementale peu fiable et responsable d’exactions ou, dans certains cas, des groupes armés étrangers prédateurs. Surtout, certaines communautés dotées d’une faible représentation publique ont l’impression que les groupes armés constituent pour elles le seul moyen de communiquer leurs doléances et de se faire entendre. Ces doléances ont souvent trait à des conflits fonciers ou à des différends relatifs au pouvoir coutumier, notamment des conflits de succession ou touchant aux délimitations des entités administratives. Les problématiques relatives au territoire, à l’identité et au pouvoir coutumier se chevauchant, ces conflits impliquent souvent diverses communautés

.....

49 Concernant les ADF, voir Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, p. 30. Les travaux de terrain réalisés pour les besoins de ce rapport à Rutshuru en janvier 2012 ont indiqué que les FDLR avaient effectué des investissements similaires dans des entreprises et des magasins dans la ville de Kiwanja.

50 Stathis N. Kalyvas, *The Logic of Violence in Civil War* (Cambridge: Cambridge University Press, 2006), p. 364–87.

ethniques—même s'il faut ajouter que des différends entre clans et familles ont eux aussi provoqué des tensions.⁵¹

Les pressions démographiques, la raréfaction et la baisse de la fertilité des terres arables et les problèmes de gouvernance foncière sont autant de facteurs qui ont contribué au conflit. La loi foncière de 1973 a fait de l'État le propriétaire de toutes les terres et aboli la tenure coutumière, un décret présidentiel devant ultérieurement régler le statut des terres qui étaient détenues au titre du droit coutumier. Cependant, ce décret n'a jamais été promulgué, d'où une incertitude juridique, qui a encouragé l'instauration d'un système de gouvernance au sein duquel les chefs coutumiers, dont l'autorité est liée à l'identité ethnique, contrôlent l'accès à une grande partie des terres des zones rurales. Toutefois, de nombreux chefs gèrent les terres qu'ils contrôlent d'une manière opportuniste et en ne tenant guère compte des besoins des petits agriculteurs, mettant ainsi à mal leur légitimité et leur cohésion sociale.⁵²

En outre, le régime coutumier a suscité des conflits d'autres manières. La validité de certaines chefferies est contestée depuis l'ère coloniale. Par exemple, les Fulero, en Uvira, rejettent fortement la chefferie de la plaine de la Ruzizi, dirigée par un Rundi. D'autres groupes, comme les Banyamulenge, se plaignent de ce que les autorités coloniales belges ne leur ont jamais donné de chef suprême. Ailleurs, la succession, le retour des chefs qui avaient fui pendant les guerres ou les luttes de pouvoir entre les chefs coutumiers et les administrateurs désignés par l'État sont sources de tensions. Les griefs relatifs à ce type de conflits, ou causés par l'insécurité, ont donné aux groupes armés un terrain propice. Pourtant, on aurait tort de penser que ces griefs engendrent à eux seuls une violence organisée soutenue. Même dans les cas où des milices d'autodéfense sont apparues de manière spontanée, c'est essentiellement grâce aux contributions organisationnelles et financières des politiciens

.....
51 Vlassenroot, *Sud-Kivu*, p. 33–7.

52 Frank van Acker, «Where Did All the Land Go? Enclosure and Social Struggle in Kivu (D.R. Congo)», *Review of African Political Economy* 32 (2005), p. 79–98.

et des leaders militaires que ces milices ont ensuite pu se transformer en groupes plus influents et de plus grande envergure.

Cela ne veut pas dire qu'il faille nier l'existence de rapports entre conflits locaux, violence et mobilisation des groupes armés, mais il est important de noter que ces rapports sont complexes. Les groupes armés exploitent les conflits locaux pour déclencher une mobilisation populaire, car ces conflits leur fournissent un argumentaire pour rallier la population, attirer des recrues et justifier la taxation. Dans de nombreux cas, ces argumentaires sont axés sur l'autodéfense communautaire et sur l'« autochtonie », l'idée selon laquelle telle ou telle communauté était la première à habiter à un endroit donné, ce qui lui permet de prétendre à des terres et à l'exercice du pouvoir coutumier. Par exemple, tandis que l'expropriation des terres fait partie des principaux griefs invoqués par l'APCLS, les groupes armés Banyamulenge ont toujours réclamé leur propre entité administrative, justifiée par l'arrivée de leur communauté au Sud-Kivu avant l'ère coloniale.⁵³

Bien souvent, les conflits et griefs locaux ne sont pas simplement utilisés mais activement manipulés par les élites pour donner une légitimité à leurs actes et maintenir une base de pouvoir. Amuri Yakutumba, leader Bembé d'un groupe Maï-Maï au Fizi, a affirmé pendant des années qu'il était dans le maquis à cause de l'insurrection des Forces républicaines fédéralistes (FRF)—rébellion lancée par les Banyamulenge, que les Bembé perçoivent comme des intrus. Mais même après l'intégration des FRF dans les FARDC en janvier 2011, Yakutumba a refusé de se démobiliser.

Qui plus est, c'est souvent la présence de groupes armés qui fait dégénérer les différends locaux en conflits violents; il serait donc faut d'affirmer que ce sont ces conflits qui entraînent la formation de groupes armés. Par exemple, il est peu probable que le conflit coutumier autour de la chefferie de la plaine de la Ruzizi aurait atteint de telles proportions

.....

53 Jason Stearns et al., *Les Banyamulenge: Insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013).

sans la présence du groupe Maï-Maï de Bede Rusagara, parent de l'un des représentants des autorités locales, une personnalité clé du conflit. Pourtant, la création du groupe de Bede n'avait pas grand-chose à voir avec le conflit relatif à la chefferie. Sa défection de l'armée en 2011 avait été facilitée par des officiers FARDC, et ses premiers contacts avaient principalement été avec des groupes armés burundais, puis avec le M23.⁵⁴ Ce n'est que plus tard qu'il s'impliqua lourdement dans le conflit autour du pouvoir local.

Pour conclure, les liens entre les groupes armés et les conflits et griefs locaux sont nombreux dans l'est de la RDC. Ces griefs interagissent avec les rivalités des élites dans le contexte d'un ordre politique qui incite au recours à la violence et encourage ainsi la prolifération des milices. Les processus difficiles d'intégration de l'armée et le mode de fonctionnement de l'armée congolaise n'ont fait qu'y contribuer.

.....
54 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2012/843, p. 21-3.

3. L'armée congolaise

L'objectif déclaré de l'armée congolaise est d'éradiquer les différents groupes armés présents dans l'est de la RDC. Or, elle a souvent contribué directement à leur prolifération. Les FARDC sont pénalisées à plusieurs égards: par la mégestion dont fait preuve le leadership politique de la RDC, par la politique d'intégration militaire, par l'inadéquation des contrôles et de la responsabilité et par les mauvaises conditions de service des soldats de base.

L'armée congolaise hier et aujourd'hui

Pour comprendre les rouages des FARDC, il faut d'abord examiner les impératifs contradictoires qui déchirent le gouvernement congolais depuis l'indépendance. S'étant retrouvée, à l'issue du régime colonial, avec une administration décousue et fragile, l'élite dirigeante eut besoin de l'armée pour étouffer les rébellions—et cela reste vrai aujourd'hui. Parallèlement, ses leaders craignaient souvent plus leurs propres militaires que les rébellions, qui pouvaient être matées grâce à l'aide de leurs alliés étrangers.

Gestion militaire de Mobutu

Le Président Mobutu se saisit lui-même du pouvoir en 1965 suite à un coup d'État appuyé par l'armée. Une fois qu'il occupa ses fonctions, il craignit que la création d'une armée puissante et indépendante ne favorise sa propre éviction, car sa position restait fragile et il était en présence d'une élite politique hargneuse. Soutenu par la communauté internationale qui lui envoya des troupes et des mercenaires dans les années 1960 et 1970, Mobutu cultiva un style de gestion militaire qui perdure aujourd'hui: il recourut ainsi à des tactiques du «diviser pour régner» pour s'assurer que l'armée reste faible, fracturée, loyale et qu'elle ne se mêle pas de la

politique.⁵⁵ Ces tactiques étaient largement administrées par Mobutu lui-même, et une grande partie des ressources militaires était gérée par la « maison militaire » du Président, un conseil consultatif rattaché à la présidence, qui contrôlait étroitement les services et fonctions décisionnels clés, tels que le renseignement et l'approvisionnement.

Mobutu joua aussi un rôle clé dans la gestion des ressources humaines, nommant en personne des officiers à des postes importants. Ses principaux critères étaient la loyauté et les relations de clientélisme, et non pas les compétences. Comme l'a dit un ancien officier de Mobutu: « *Il a veillé à ce que l'armée reste faible et fragmentée, avec un noyau dur de loyalistes ethniques pour le protéger des dangers.* »⁵⁶ Deux tentatives de coups d'État (qui échouèrent et furent peut-être même imaginaires) en 1975 et 1978 renforcèrent le sentiment de Mobutu selon lequel une armée puissante constitue davantage un danger potentiel qu'un atout. Il décida donc d'exclure ou de rétrograder de nombreux officiers des Kasaïs et des Kivus, tout en promouvant les hommes de son groupe ethnique des Bangala, de la province de l'Équateur. Ces promotions reposaient sur l'octroi de grades ou de postes de plus haut échelon, mais elles permirent aussi aux personnes concernées de recevoir des sommes d'argent considérables à titre informel. Pour entretenir le sentiment de loyauté, Mobutu favorisa ou toléra l'esprit d'entreprise militaire dans l'espoir que ses commandants détourneraient leur attention des affaires politiques pour se concentrer sur leurs intérêts commerciaux. Ainsi, différents généraux se construisirent de véritables empires commerciaux, devenant davantage des hommes d'affaires que des dirigeants militaires.⁵⁷

Cette absence de méritocratie ne signifie pas que le niveau de formation de tous les militaires laissait à désirer. Au début de la période Mobutu,

.....
55 Crawford Young et Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State* (Madison: University of Wisconsin Press, 1985), p. 248–75.

56 Projet Usalama, personne interrogée n° 822, Kinshasa, 23 mai 2013.

57 Michael Schatzberg, *The Dialectics of Oppression in Zaire* (Bloomington: Indiana University Press, 1988), p. 59–60.

l'armée attira en effet des recrues intelligentes et ambitieuses, et des officiers furent envoyés dans les académies militaires de pays comme la Belgique, le Maroc, la Grèce, la Chine, la France, le Royaume-Uni, Israël et les États-Unis. Le Congo disposait également de ses propres académies et centres de formation des élites—signalons en particulier l'École de formation des officiers (EFO) à Kananga et le Centre d'entraînement commando à Kotakoli—dans lesquels d'autres pays africains envoyaient leurs officiers en formation. Rares furent toutefois les officiers instruits qui obtinrent un poste influent, même s'ils apportèrent des compétences clés dans des domaines plus techniques.

Les divisions internes furent aussi aggravées par la création de services de sécurité concurrentiels et parallèles. On comptait ainsi au moins six agences de renseignement civil, militaire et paramilitaire, dont le Centre national de documentation (CND), le Service d'action et de renseignements militaires (SARM) et différentes agences au sein de la marine, de la présidence, de la police et du service d'immigration. Cette prolifération confuse concernait aussi le secteur de la police. En 1972, Mobutu dissolut la force de police, ne laissant en place que la Gendarmerie nationale. Douze années plus tard, il créa une Garde civile chargée d'assurer les fonctions d'une force de police nationale, mais la distinction entre le mandat de cette Garde civile et celui de la Gendarmerie ne fut jamais clairement établie, d'où une rivalité immédiate.⁵⁸ Pire, les Forces armées zaïroises (FAZ) se chargeaient aussi du maintien de l'ordre en raison d'une tradition établie à l'époque coloniale selon laquelle les forces armées remplissaient des fonctions de sécurité à la fois internes et externes.⁵⁹

Au sein de l'armée, la concurrence entre agences et unités était tout aussi vive: plusieurs brigades d'élite opéraient de manière quasi

58 Roger C. Glickson et Joshua Sinai, « National Security », dans *Zaire: A Country Study (Area Handbook Series)* (éd. Sandra Meditz et Tim Merrill) (Washington DC: Library of Congress Federal Research Division, 1994), p. 278 et 317–8.

59 Bryant P. Shaw, « Force Publique, Force Unique: The Military in the Belgian Congo, 1914–1939 » (Madison: Thèse de doctorat de l'Université du Wisconsin, 1984).

autonome par rapport au haut commandement de l'armée, notamment la brigade Kamanyola, qui avait été entraînée par la Corée. Mobutu disposait également d'une importante garde présidentielle, la Division spéciale présidentielle (DSP), qui était bien payée et contrôlée par des membres du groupe ethnique de Mobutu. Le traitement de faveur accordé à ces unités d'élite tranchait fortement sur celui qui était réservé au reste de l'armée, dont les soldats étaient mal payés, mal équipés et souvent abandonnés à eux-mêmes dans les régions rurales, où ils commencèrent à s'en prendre aux civils.

Les bailleurs de fonds internationaux furent complices de cette fragmentation de l'armée. Tandis que la Guerre froide les vit se disputer les possibilités d'accroître une influence, seule une aide bilatérale fut fournie. La Belgique, dont les officiers avaient dirigé l'armée coloniale, et les États-Unis, pour lesquels le Zaïre constituait un allié important pendant la Guerre froide, comptaient parmi les plus gros donateurs. Entre 1960 et 1991, les États-Unis apportèrent ainsi une contribution de 174,9 millions USD en formation et en équipements; l'armée belge fournit quant à elle des formateurs et des équipements militaires, et offrit aux officiers congolais des places à l'École royale militaire de Bruxelles. Mais d'autres pays apportèrent aussi une assistance généreuse. À un moment donné, le pays comptait 400 formateurs nord-coréens, et la France, Israël, l'Afrique du Sud et l'Égypte fournissaient aussi diverses formes de soutien financier, technique et éducatif.⁶⁰

Pendant la seconde moitié des années 1970, au lendemain de la piètre performance militaire enregistrée lors des deux invasions du Shaba (qui constitue aujourd'hui la province du Katanga) par les derniers éléments de l'ancienne armée katangaise sécessionniste, le Président permit aux étrangers d'assumer des rôles de leadership au sein des unités militaires. Un colonel français commanda ainsi brièvement la 31^{ème} brigade aérienne, qui avait été formée par la France; des officiers belges formèrent la 21^{ème} brigade d'infanterie puis restèrent sur place pour

.....
60 Glickson et Sinai, « National Security », p. 308-12.

lui servir de conseillers; et des conseillers israéliens furent rattachés à la DSP. Des experts étrangers jouèrent aussi un rôle clé dans la réparation et l'entretien des équipements, y compris les services de maintenance au sol de la force aérienne.⁶¹ Toutefois, en dépit de cette importante aide étrangère, l'armée resta une force de combat peu puissante—mais du moment où Mobutu pouvait compter sur une intervention militaire étrangère pour faire face aux graves menaces auxquelles son régime était confronté, notamment les guerres du Shaba, il pouvait se permettre de n'avoir une armée que peu performante.

Le factionnalisme sous les Kabilas

Il est crucial de reconnaître le fardeau laissé par Mobutu pour comprendre les développements de la réforme de l'armée depuis l'arrivée de Joseph Kabila à la présidence du pays en 2001: Kabila se retrouva lui aussi avec une armée rongée par les rivalités internes et dut faire face à de nombreuses rébellions. L'insurrection de l'AFDL qui avait mené son père à la présidence, pendant laquelle il s'était lui-même hissé au poste de commandant des forces terrestres, s'était appuyée sur le soutien de troupes étrangères—principalement rwandaises, ougandaises et angolaises—pour renverser Mobutu. Lorsque Laurent-Désiré Kabila se brouilla avec ses alliés rwandais et ougandais, les Forces armées congolaises (FAC) perdirent leurs plus puissants alliés.

Kabila fut ainsi contraint de s'appuyer sur un mélange disparate d'anciens officiers des FAZ, de nouveaux venus qui avaient démarré leur carrière militaire sous l'AFDL et de maquisards (des combattants rebelles) qui s'étaient battus à ses côtés dans la brousse contre Mobutu du milieu des années 1960 jusqu'au début des années 1980. Parmi ces maquisards figuraient des personnalités telles que Sylvestre Lwetcha, Shabani Sikatenda et Yermos Lokole du Fizi. Ces officiers et leurs troupes, qui se composaient de milliers de jeunes ou «*kadogo*» mal formés, recrutés

.....
 61 Thomas Callaghy, *The State-Society Struggle: Zaire in Comparative Perspective* (New York: Columbia University Press, 1984), p. 209.

pour les besoins de l'insurrection de l'AFDL, manquaient d'expérience, de sens de l'organisation, et ils se méfiaient les uns des autres.⁶² Cette situation força Kabila à se replier sur son cercle rapproché de loyalistes qui, dans bien des cas, étaient eux aussi mal formés, notamment d'anciens maquisards du Fizi, et des Katangais comme Célestin Kifwa, Edy Kapend et Mufu Kiyana. Sans le soutien externe des rébellions et des gouvernements de la région, la force factionnalisée de Kabila aurait sans doute été vaincue; alors que l'intervention des troupes angolaises et zimbabwéennes fut essentielle pour stopper l'avancée des rebelles vers Kinshasa, Kabila intégra également des Hutus rwandais dans les unités FAC.

À son arrivée au pouvoir, le jeune âge de Joseph Kabila—il n'avait que 29 ans—et le fait qu'il succédait à son père assassiné par ses propres gardes du corps accentuèrent le sentiment de vulnérabilité du nouveau Président. L'élite politique était fragmentée et mêlée à diverses intrigues, et Kabila ne pouvait compter que sur de très rares personnes. Cependant, contrairement à son père, il comprit rapidement que la force militaire ne lui permettrait pas de gagner la guerre. Comme l'a fait valoir l'un de ses anciens conseillers: «*Joseph Kabila ne dirige pas par la force brutale. C'est impossible dans ce pays: notre État est trop faible. Il dirige par la ruse, en cooptant ses ennemis et en s'assurant que tout le monde reste faible.*»⁶³

En raison de cette stratégie, les grands combats au front furent rares après 2001; tout en négociant avec ses ennemis à Addis-Abeba puis à Sun City, en Afrique du Sud, Kabila exerça sur eux des pressions militaires, en grande partie par le biais de réseaux d'alliés membres de milices. Comme son père, il fournit de l'argent et des munitions aux groupes Maï-Maï locaux, ainsi qu'aux rebelles rwandais et burundais.

62 ICG, «How Kabila Lost His Way: The Performance of Laurent Désiré Kabila's Government», 21 mai 1999, p. 16–20.

63 Projet Usalama, personne interrogée n° 823, Kinshasa, juin 2009.

Les FARDC: un produit du partage précaire des pouvoirs

Les FARDC furent créées en 2003 suite à la fusion de belligérants de la Seconde Guerre du Congo. À sa création, le leadership de l'armée annonça qu'elle comptait 350 000 troupes, un chiffre très exagéré et qui serait par la suite considérablement réduit après l'introduction de l'identification biométrique des troupes. Aujourd'hui, cette armée compte entre 120 000 et 130 000 membres.⁶⁴ Les postes au sein des FARDC furent attribués selon la logique politique axée sur l'accord de partage des pouvoirs—les commandants étant désignés en fonction de leurs relations et non pas de leurs compétences ou de leurs résultats.

Le poste de Chef d'état-major général revint à la faction gouvernementale (FAC), de même que le leadership de la force aérienne et trois des 11 commandements régionaux. Le RCD put désigner le ministre de la Défense, le commandant des forces terrestres et deux commandants régionaux, tandis que le Mouvement de libération du Congo (MLC), qui était dirigé par Jean-Pierre Bemba et avait contrôlé certaines zones du Nord et du Nord-Est, obtint le commandement de la marine et deux commandements régionaux.⁶⁵ Pour équilibrer les choses, de nombreux commandants haut placés reçurent deux adjoints issus de factions différentes. Cependant, au lieu de mettre en confiance, cette décision exacerba la politisation des FARDC et de ses réseaux connexes.

Cet arrangement contribua par ailleurs à renforcer la tendance de Kabila à diriger les services de sécurité—secteur dans lequel ses anciens ennemis occupaient désormais des postes importants—par le biais de réseaux informels. Il tenta ainsi de déjouer la hiérarchie en passant par son cabinet militaire privé, la maison militaire, et le Conseiller spécial en matière de sécurité.

.....

64 Roger Kibasomba, « Post War Defence Integration in the Democratic Republic of the Congo », Institute for Security Studies, 1^{er} décembre 2005; Projet Usalama, personne interrogée n° 824, Kinshasa, juin 2013.

65 À partir de 1999, le RCD se répartit en plusieurs factions, notamment le RCD-Kisangani/Mouvement de libération (RCD-K/ML) et le RCD-National (RCD-N). Nous faisons ici référence au RCD d'origine, toujours basé à Goma.

En outre, il arriva fréquemment que Kabila et ses officiers supérieurs militaires contournent la chaîne de commandement officielle en donnant des ordres directs aux commandants sur le terrain. Ainsi, certaines unités, comme la brigade Requin, une unité d'élite, furent commandées quasi directement par la Présidence, et de nombreux officiers se plainquirent de ce que les ordres de leurs commandants directs étaient différents de ceux de la Présidence.⁶⁶ Enfin, malgré l'absence de dispositions juridiques à cet effet, Kabila maintint sous son contrôle personnel une garde présidentielle forte de 10 000 à 15 000 troupes—le Groupe spécial de sécurité présidentielle (GSSP), rebaptisé Garde républicaine (GR) en 2006.⁶⁷

Certes, ces poches d'influence sont loin d'avoir conféré à Kabila un contrôle total, mais elles lui ont globalement permis de continuer de dominer l'armée et le pays. Si les groupes rebelles pullulent dans l'est du pays, peu d'entre eux menacent directement son régime. Les similitudes avec Mobutu sont manifestes: Joseph Kabila perpétue une tradition selon laquelle le contrôle s'exerce par le biais de réseaux informels et de tactiques du «diviser pour régner», en mettant en compétition les réseaux les uns contre les autres. Dans un contexte politique et militaire aussi décousu, cependant, ces stratégies n'ont pas toujours réussi, et ce, pour trois raisons principales: premièrement, comme nous l'avons vu ci-dessus, les dirigeants militaires sont profondément ancrés dans des réseaux politiques et économiques relativement indépendants, surtout dans l'est du pays. Deuxièmement, la multitude de factions—des dizaines de groupes armés ayant été absorbés dans les FARDC—a conduit à diviser encore davantage l'environnement. Enfin, la logique du partage des pouvoirs militaires à proprement parler a rendu la gestion de l'armée

.....

66 Projet Usalama, personnes interrogées n° 825, Goma, 1^{er} décembre 2012, n° 826, Kinshasa, 2 juin 2013, et n° 827, Kinshasa, 4 avril 2012.

67 Amnesty International, «Democratic Republic of Congo: Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR) and Reform of the Army», 25 janvier 2007, p. 59–60.

plus complexe en raison du retrait ou de la désertion de combattants qui estiment ne pas avoir reçu ce à quoi ils pouvaient prétendre.⁶⁸

Bien évidemment, la fragmentation du tissu politique congolais ne se limite pas à l'armée: il s'agit là de la principale caractéristique à la fois de l'appareil d'État congolais et de l'ordre politique au sens large. Le Président n'est pas parvenu à instaurer des structures formelles ou informelles suffisamment solides pour en venir à bout. Kabila a ainsi fait savoir dans un entretien accordé au *New York Times* en 2009 qu'il était lui-même fort contrarié par cette situation: «*Pas besoin de mille hommes pour transformer un pays. Non, il faut 3, 4, 10, 15 personnes qui aient les convictions nécessaires, qui soient déterminées et résolues. Est-ce que j'ai ces 15 personnes? Sans doute 5, 6, 7, mais pas encore 15.*»⁶⁹ Cette situation a sans doute été accentuée par le style de leadership du Président: le processus décisionnel est centralisé, mais les décisions mettent parfois des mois à être prises.

Fonctionnalité et dysfonctionnement des FARDC

Sous sa forme actuelle, l'armée congolaise affiche des caractéristiques importantes qui contribuent à expliquer son incapacité à gérer la mobilisation armée dans l'est de la RDC. Vous trouverez ci-après une analyse approfondie de ces caractéristiques qui vous permettra de mieux connaître le contexte avant de passer aux politiques de réforme potentielles.

Réseaux de clientélisme

Les FARDC devraient être perçues comme un assortiment de réseaux de clientélisme rivaux et interdépendants, qui sont à la fois soumis à la hiérarchie formelle et en conflit avec elle. Dans les relations de clientèle et de patronage, la loyauté, le soutien et la prestation de certains services sont assurés moyennant un accès à des ressources et à une protection. Comme l'a expliqué un officier: «*Dans cette armée, il faut être 'chapeauté',*

68 Eriksson Baaz et Verweijen, «*Volatility*», p. 577–80.

69 Jeffrey Gettleman, «*An Interview with Kabila*», *The New York Times*, 3 avril 2009.

avoir quelqu'un qui puisse s'occuper de vous, vous assurer des promotions et des déploiements lucratifs. Rien ne marche sur la seule base du mérite. »⁷⁰

Les subordonnés sont contraints de verser régulièrement de l'argent à leurs supérieurs, pratique souvent désignée par le terme de « rapportage »,⁷¹ utilisée comme méthode de contrôle: ceux qui ne remettent pas de revenus suffisants sont envoyés en « zone sèche », où les possibilités de gagner de l'argent sont plus rares. La relation entre commandant et subordonné ne repose pas sur une prédation illimitée mais comporte une certaine réciprocité. Les subordonnés sont tenus d'obéir aux ordres de leurs supérieurs, lesquels sont censés leur fournir quelque chose en échange: protection, conseils, sanctions allégées, promotions, congés et formation.

Les officiers et les troupes ont aussi d'autres loyautés car ils peuvent faire partie de plusieurs réseaux de clientélisme à la fois. Celles-ci peuvent être basées sur l'emplacement géographique, l'ethnicité, l'éducation ou une précédente appartenance à un groupe armé ou une unité militaire. Ainsi, certains anciens officiers des FAZ s'entraident en raison des expériences communes qu'ils ont eues sous Mobutu—opposant souvent leur propre formation professionnelle à celle des recrues mal entraînées de l'après-1996. Depuis 2003, tous les commandants des forces armées ont été d'anciens officiers des FAZ.⁷² Le responsable de la puissante « maison militaire », le général Célestin Mbala, est également un ex-FAZ, comme le sont plus de la moitié des 11 commandants militaires régionaux. Les personnes externes se plaignent souvent de l'influence des ex-FAZ. Un officier a ainsi déclaré: «*Nous avons versé notre sang pour renverser Mobutu*

70 Projet Usalama, personne interrogée n° 828, Kinshasa, 2 juin 2013.

71 Maria Eriksson Baaz et Ola Olsson, « Feeding the Horse: Unofficial Economic Activities within the Police Force in the DR Congo », *African Security* 4/4 (2011), p. 223–41.

72 Avec l'avènement de la transition en juillet 2003, l'amiral Baudoin Liwanga devint chef d'état-major des forces armées congolaises, grade le plus élevé de la hiérarchie. C'est le général Philémon Kisempia qui lui succéda en 2004, suivi du lieutenant-général Dieudonné Kayembe en 2007. Le lieutenant-général Didier Etumba est chef d'état-major depuis 2008.

et son système, tout ça pour nous retrouver avec, à la tête de l'armée, les mêmes personnes qui ont la même culture de corruption et d'impunité. »⁷³ Parallèlement, de nombreux officiers ex-FAZ de l'ouest du pays estiment que les rôles de l'armée sont tenues par des swahiliphones de l'est du pays, notamment des Katangais et des Kivutiens, et qu'ils sont eux-mêmes en train d'être marginalisés.

Un réseau similaire, qui commence maintenant à battre de l'aile, regroupe des officiers du RCD de l'Est qui ont été intégrés dans l'armée en 2003. En 2011, plus de la moitié des postes de commandement au Nord-et au Sud-Kivu étaient détenus par des officiers de ce groupe.⁷⁴ Certains des plus influents ont pu garder leur poste grâce au général Gabriel Amisi, ancien officier RCD et commandant des forces terrestres entre 2006 et 2012. L'avis que nous a donné un officier supérieur représente bien celui de nombre de ses confrères: *« Il a obtenu ce poste dans le cadre de l'accord de partage des pouvoirs de la transition et il a pu le garder à la fois en partageant l'argent avec les leaders du pays et en promettant d'empêcher les officiers de l'ex-RCD de faire défection. Mais en réalité, il a souvent aidé les mutins de l'ex-RCD. »*⁷⁵

L'exemple du RCD démontre que les loyautés personnelles envers d'anciens camarades, et les réseaux entre élites politiques militaires qui se sont tissés pendant les Guerres du Congo, continuent d'influencer la dynamique militaire. Cela ne veut pas dire que les réseaux instaurés pendant les guerres sont restés entièrement intacts au sein de l'armée: nombre d'entre eux, comme l'ex-MLC, ont été dilués et absorbés, tandis que d'autres se sont scindés, comme plusieurs factions ex-Maï-Maï, dont certaines ont été cooptées par le Président tandis que d'autres ont déserté.

.....
73 Projet Usalama, personne interrogée n° 830, Bukavu, 15 juin 2013.

74 Document interne des FARDC, archivé dans les dossiers du Projet Usalama; voir également Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, p. 82.

75 Projet Usalama, personne interrogée n° 826, Kinshasa, 3 juin 2013.

Les loyautés partagées ont eu de lourdes répercussions sur la réussite des combats, comme le montrent les résultats mitigés des FARDC contre le M23. Certains éléments semblent indiquer que la campagne désastreuse contre les rebelles menée en novembre 2012 pourrait être due au fait que des ordres contre-productifs ont été donnés de manière délibérée. De nombreux officiers se sont en effet plaints de ce que le haut commandant leur avait ordonné de *ne pas* pourchasser le M23 juste au moment où ils commençaient à prendre le dessus lors de la défense de Kibumba, à 30 km au nord de Goma. Un officier des FARDC a ainsi déclaré : « *Tout d'un coup, on nous a donné l'ordre de nous arrêter. C'était incompréhensible; cela leur a permis de se regrouper et de réunir une force qui a fini par prendre Goma.* »⁷⁶ Les bataillons commando formés par des armées étrangères firent également l'objet d'un « sabotage », d'après l'un des formateurs : le 391^{ème} bataillon fut déployé dans le parc national des Virunga sans reconnaissance, s'égarant et fut pris en embuscade par les forces ennemies.⁷⁷ Le 322^{ème} bataillon fut quant à lui envoyé à Pinga pour combattre les Maï-Maï Sheka, qui sont étroitement liés au colonel Étienne Bindu.⁷⁸ Ce bataillon n'eut lui non plus pas le droit de poursuivre activement l'ennemi et finit par tomber dans une embuscade.

Les nominations basées sur les connaissances personnelles plutôt que sur le mérite ont encore réduit les capacités combattives des FARDC. Les subordonnés n'ont plus de respect envers les commandants incompetents, d'où une insoumission et un refus d'obéir aux ordres. En outre, la désorganisation engendrée par les chaînes de commandement parallèles et le détournement des fonds et des équipements militaires nuisent en permanence à l'efficacité opérationnelle. Les troupes se retrouvent souvent au front sans nourriture, sans munitions, sans fournitures

.....
76 Johnny Hogg et Ed Stoddard, « Insight: Congo army debacle at Goma raises specter of betrayal », Reuters, 10 décembre 2012.

77 Projet Usalama, personne interrogée n° 824, Kinshasa, 1^{er} juin 2013.

78 Projet Usalama, personne interrogée n° 824, Kinshasa, 1^{er} juin 2013; voir également Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/768, p. 61.

médicales ou sans moyens de communication adéquats. C'est notamment ce qui est arrivé lors des récentes opérations militaires contre le M23 avant la chute de Goma en novembre 2012, lorsque les troupes se sont retrouvées à court de vivres.

Génération de revenus

Les réseaux clientélistes au sein des FARDC contribuent à renforcer la tendance de l'armée à consacrer plus d'efforts à la génération de revenus qu'à la défense. À tous les niveaux, les postes s'obtiennent et se gardent dans une large mesure grâce aux activités génératrices de revenus. Par conséquent, les officiers consacrent souvent une grande partie de leur temps à divers projets commerciaux.

Les activités économiques des militaires revêtent différentes formes; parmi elles, citons la protection et la taxation du commerce de minerais ou d'autres ressources naturelles telles que le bois dur, le charbon de bois, le cannabis, les animaux sauvages ou le poisson, et la vente d'armes et de munitions.⁷⁹ Une taxation illégale est également opérée aux barrages routiers le long des principaux axes de transport ainsi que sur les marchés, aux postes frontaliers, dans les ports et les aéroports.

Les officiers génèrent aussi des revenus par le biais d'activités moins violentes comme les transactions immobilières, l'import-export, l'hôtellerie et la restauration, le transport et l'agriculture, dont l'élevage de bétail.⁸⁰ L'ampleur de ces activités commerciales est très variable. Si certains officiers haut placés sont à la tête de véritables empires commerciaux, les activités de leurs subordonnés sont de moindre envergure. Par exemple, certains possèdent une moto pour le transport commercial ou sont gérants d'échoppes ou «kiosques». Qui plus est, les activités des fantassins et de leurs familles sont à l'image de l'économie de survie congolaise en général; ils pratiquent par exemple la culture de l'huile de

79 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2010/596, p. 47-76.

80 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2012/843, p. 36; Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, p. 116, 120-1, 129-30 et 149-51.

palme ou de légumes. Selon la manière dont ces activités économiques sont gérées et le degré de coercition qu'elles impliquent, elles peuvent avoir des effets plus ou moins préjudiciables sur la sécurité des civils et leurs moyens de subsistance.

Cette quête du profit n'engendre pas toujours une violence incontrôlée à l'encontre des civils. En effet, certains types d'activités économiques, telles que la gérance de magasins et le petit commerce, nécessitent la collaboration des civils: les profits sont plus élevés dans un climat de stabilité et de sécurité relatives. En outre, l'armée a besoin des civils pour lui acheter et lui vendre des marchandises, mais également pour obtenir des capitaux d'investissement, des licences et des emplacements, pour organiser le transport et influencer sur les décisions et les démarches administratives. Les cadres formels étant insuffisants, toute personne qui désire faire des affaires en RDC doit avant tout inspirer confiance. Par conséquent, selon la nature des activités économiques, un comportement prédateur effréné peut avoir des effets néfastes sur les intérêts commerciaux.⁸¹

Enfin, il faut noter que certains civils sont complices des formes violentes de génération de revenus. Les politiciens, les hommes d'affaires et les pouvoirs publics à différents niveaux profitent des relations établies avec les groupes armés et exploitent les réseaux au sein de l'armée pour servir leurs propres intérêts. Il est par exemple fréquent que des hommes d'affaires se servent de leurs relations dans l'armée pour obtenir des ristournes douanières, organiser la protection du transport de leurs marchandises ou intimider leurs concurrents. La militarisation de l'économie, qui alimente la formation de groupes armés, est aussi bien attribuable aux acteurs armés que non armés.⁸²

.....

81 Judith Verweijen, «The Ambiguity of Militarization: The Complex Interaction Between the Congolese Armed Forces and Civilians in the Kivu Provinces, Eastern DR Congo» (Utrecht: Thèse de doctorat de l'université d'Utrecht, à paraître).

82 Judith Verweijen, «Military Business and the Business of the Military in the Kivus», *Review of African Political Economy* 40 (2013), p. 67–82.

Politique de l'intégration militaire

En plus d'avoir incité à la violence, les initiatives d'intégration qui se succédèrent affaiblirent encore davantage une armée déjà fragile, notamment en portant atteinte à sa cohésion, tant au sein des unités qu'entre elles. Cela explique en grande partie la fonctionnalité inégale des FARDC, étant donné que les liens entre les soldats et leurs pairs, et entre les troupes et leurs officiers, sont cruciaux pour garantir un sentiment d'engagement, une motivation, le respect des normes et la réussite aux combats.⁸³ L'intégration se fit souvent sans nouvelle formation adéquate et sans véritablement tenir compte de la composition des nouvelles unités. L'intégration accélérée du CNDP, de la PARECO et de plusieurs autres groupes armés en 2009 fut particulièrement problématique à cet égard. Certaines des brigades nouvellement créées étaient dominées par les membres d'un seul ex-groupe armé, parfois à hauteur de 75%—entraînant la création de chaînes de commandement distinctes au sein de l'armée, ébranlant le commandement central et affaiblissant le contrôle que le gouvernement exerçait sur l'armée dans les Kivus.

L'intégration de 2009 accentua aussi les tensions ethniques existantes au sein de l'armée.⁸⁴ Les troupes dites « autochtones », y compris les ex-Maï-Maï et les troupes nommées ironiquement « de l'ex-gouvernement » (ex-FAZ et ex-FAC), estimèrent que les groupes kinyarwandophones, notamment les Tutsi, bénéficièrent systématiquement d'un traitement de faveur lors de la répartition des grades et des postes. Par exemple, en septembre 2011, en pleine réorganisation de l'armée, des officiers Bukavu rédigèrent un « Mémoire des officiers militaires des FARDC victimes de la discrimination » dans lequel ils dénonçaient une soi-disant prise du pouvoir des FARDC par les Rwandophones; selon eux, la répartition

.....
83 Guy L. Siebold, « The Essence of Military Group Cohesion », *Armed Forces & Society* 33 (2007), p. 286–95.

84 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, p. 89–90

des postes de commandement dans les nouvelles structures de l'armée répondait à des « critères discriminatoires et tribo-ethniques ». ⁸⁵

Pour leur part, les troupes Tutsi craignent de faire l'objet de persécution et de discrimination si elles venaient à être déployées dans les Kivus. Un ancien officier FARDC d'origine Tutsi a ainsi déclaré: « *Nous ne sommes jamais en sécurité dans l'armée. Aujourd'hui, ils [les soldats FARDC] sont vos collègues, mais s'il arrive quelque chose demain, nous sommes les premiers à nous faire tuer. C'est ce que nous avons pu constater en 1998 à Kamina, à Kalemie, à Uvira, partout... et cela pourrait de nouveau se produire.* » ⁸⁶ Si certains affirment que cette peur est exagérée en soulignant que plusieurs officiers Tutsi de premier plan n'ont aucun problème dans l'ouest de la RDC, ces sentiments n'en restent pas moins forts et ils contribuent à entretenir un sentiment de méfiance. ⁸⁷

La politique d'intégration militaire a également provoqué un fort ressentiment parmi les troupes en encourageant l'attribution de grades et de postes à des officiers intégrés moins instruits. D'anciens FAZ ainsi que des soldats des FAC considèrent en effet qu'ils sont mieux formés que nombre des troupes nouvellement intégrées. Comme l'a dit un ex-FAZ:

Les supérieurs ont gâché le travail en intégrant tous ces gens.
Moi je vous le dis, ils ne savent rien, rien du travail de soldat.
Ils n'ont pas de formation. Mais ils ont quand même leur grade,
des faux grades, et il faut qu'on les salue. [...] Cela fait 20 ans
que je sers dans l'armée et j'ai suivi une formation mais je reste

85 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, p. 89 et 262.

86 Cité dans Verweijen, « Ambiguity of Militarization ».

87 Citons notamment le général Obed Rwibasira (commandant de la 5^{ème} région militaire, Kasai-Occidentale), le général Mustapha Mukiza (commandant de la base militaire de Kitona, au Bas-Congo) et le général Malik Kijege (inspecteur-général, auparavant chargé de la logistique de l'état-major général des FARDC à Kinshasa).

un simple lieutenant ! Et il faut que j'obéisse aux ordres de ces perdants qui ne savent rien !⁸⁸

Cette animosité envers les commandants nuit au contrôle que ces derniers exercent sur leurs subordonnés.

Contrôle et responsabilité

Le système de clientélisme et le manque de confiance et de respect à l'égard des commandants nuisent gravement au contrôle et à la responsabilité. Dans l'armée congolaise, comme partout ailleurs, les commandants dont le poste est fragile et contesté ont tendance à moins punir les troupes, de peur de provoquer une mutinerie.⁸⁹ Les commandants peuvent aussi avoir du mal à discipliner les troupes que protègent de puissants patrons. Après l'intégration du CNDP en 2009, les commandants non-CNDP comptant dans leurs unités une part importante de troupes CNDP disposèrent d'une marge de manœuvre limitée. Comme l'a expliqué un commandant de brigade: «*Si je veux les discipliner [les troupes de l'ex-CNDP], il faut d'abord que je contacte leurs anciens commandants. Je ne peux rien faire sans leur accord, sinon j'ai des ennuis.* »⁹⁰

Le contrôle des troupes est par ailleurs gêné par le manque de moyens de transport et de communication, surtout dans les vastes zones rurales à peine accessibles par la route qui sont souvent dépourvues d'une couverture téléphonique cellulaire. Seuls les commandants de brigade ou de régiment disposent de téléphones satellite, et les talkies-walkies, dont

88 Maria Eriksson Baaz, «The Price for Peace? Military Integration and Continued Conflict in the Democratic Republic of Congo (DRC)», Collège de défense nationale suédois, février 2011, p. 14.

89 David Cortright, *Soldiers in Revolt: GI Resistance during the Vietnam War* (Chicago: Haymarket Books, 1975); Maria Eriksson Baaz et Maria Stern, *Sexual Violence as a Weapon of War?: Perceptions, Prescriptions, Problems in the Congo and Beyond* (Londres et New York: Zed Books, 2013).

90 Maria Eriksson Baaz et Judith Verweijen, «La 'mère des armées' n'est pas encore morte: Des pratiques de justice (in)formelle dans les Forces armées de la République démocratique du Congo», *Politique africaine* 1/129 (2013), p. 57.

la portée est de toute façon limitée, ne sont pas toujours distribués en dessous du niveau de la compagnie. Cela signifie que les commandants d'escadron et de peloton ne peuvent communiquer avec leurs supérieurs qu'en envoyant des messagers à pied sur de longues distances, d'où d'importants retards. Mais les problèmes de supervision et de contrôle se produisent également dans les zones urbaines, où le manque de casernes contraint les troupes à se répartir dans les quartiers où vivent les populations civiles.

La capacité des commandants FARDC à exiger des comptes de leurs troupes est par conséquent limitée par divers facteurs contextuels. Cela pèse sur les commandants, qui sont qualifiés de manière simpliste de « bons » ou de « mauvais », ou encore d'« agents du changement » ou de « freins », des qualificatifs souvent employés par les bailleurs de fonds. Le comportement d'un commandant peut être différent selon l'endroit où il est déployé, sa position au sein des réseaux clientélistes ou la composition de son unité.

Conditions de travail et de vie

Comme c'est le cas des autres fonctionnaires d'État de la RDC, les conditions de vie et de travail des simples soldats FARDC et de leurs familles sont déplorables. Si certaines améliorations sont à noter en termes de régularité des paiements et de niveau des salaires, la solde mensuelle officielle est actuellement d'environ 70 USD pour les troupes ordinaires, ce qui est loin d'être suffisant pour subvenir aux besoins d'une famille même peu nombreuse. L'accès aux services sociaux et aux produits de base étant insuffisant voire inexistant, les salaires doivent couvrir un large éventail d'autres dépenses, telles que le logement et les articles ménagers, les frais médicaux, la nourriture, les frais de scolarité des enfants et les frais de transport lors des rotations ou des congés. Les soldats FARDC n'ont pas droit aux congés payés et il est généralement difficile d'obtenir une autorisation de sortie, surtout pour les unités déployées de manière permanente dans des opérations de combat. Il n'est pas rare—particulièrement dans les zones opérationnelles—de rencontrer des soldats qui n'ont pas vu leur famille depuis plus de 10 ans,

surtout lorsque celle-ci vit dans l'ouest du pays. Cela engendre bien évidemment un niveau de stress psychologique élevé.

L'absence de congés et les bas salaires font partie des principales raisons pour lesquelles les épouses de soldats doivent suivre leur mari, finissant par vivre dans des abris de fortune dans les camps militaires, souvent avec des enfants en bas âge. Outre les conditions de vie médiocres, cette situation est extrêmement précaire car elle rend les familles des militaires vulnérables aux attaques des groupes armés. En outre, dans les zones opérationnelles où les rotations des troupes sont fréquentes, les plus pauvres des épouses doivent souvent parcourir de longues distances à pied pour suivre leur mari. Les rotations sont aussi une importante cause de pauvreté. Comme l'a expliqué l'épouse d'un soldat: «*Si on n'a pas de ticket pour la rotation, on vend ses casseroles. Si on a faim, on vend le reste. On se retrouve sans rien.*»⁹¹ Par ailleurs, à cause des rotations, les conjointes des militaires ont du mal à poursuivre leurs travaux agricoles ou à veiller à la continuité de l'éducation de leurs enfants.

Si les conditions de service sont difficiles pour les soldats, elles sont particulièrement pénibles pour le personnel militaire féminin (PMF), notamment dans les zones opérationnelles. Les femmes sont peu nombreuses dans l'armée congolaise; leur nombre a même baissé depuis leur arrivée au début des années 1960, pour représenter aujourd'hui environ 2%. Plusieurs facteurs sont en cause, notamment la discrimination dont elles font l'objet lors de leur formation et de l'attribution de grades et postes, et des normes de genre selon lesquelles le travail militaire est considéré comme inadapté pour les femmes; les mauvaises conditions de vie et l'impossibilité de faire garder ses enfants peuvent aussi jouer un rôle.⁹² Les femmes soldats doivent choisir entre amener leurs jeunes enfants sur leur lieu de déploiement ou les laisser chez elles

91 Steven van Damme et Judith Verweijen, «*In Search of an Army. How the FARDC Can Improve Civilians' Safety*», Oxfam (non publié), p. 26.

92 Maira Eriksson Baaz et Maria Stern, «*Fearless Fighters and Submissive Wives: Negotiating Identity among Women Soldiers in the Congo (DRC)*», *Armed Forces and Society*, 22 février 2013.

pour que d'autres membres de leur famille s'en occupent, ce qui signifie (comme pour leurs collègues masculins) qu'elles voient rarement leurs enfants. Très souvent, elles choisissent de prendre leurs enfants avec elles: les enfants sont ainsi exposés à des dangers, et les mères se retrouvent gênées dans l'exécution de leurs propres devoirs militaires, ce qui limite leurs perspectives d'évolution de carrière. Une décision positive a été prise dans le domaine de l'égalité de genre, à savoir la promotion des trois premières femmes au rang de général en juillet 2013. Difficile de dire si cela signifie que les femmes seront appelées à exercer une influence accrue; en effet, dans les FARDC, le simple fait d'avoir un grade élevé ne garantit absolument pas des pouvoirs effectifs.

Outre l'inadéquation des rémunérations matérielles, les FARDC sont dépourvues de récompenses telles que l'obtention d'un statut ou la reconnaissance de leurs réussites. Or celles-ci sont importantes car elles permettent d'être fier de sa profession et encouragent les bonnes relations avec les civils. Comme l'a dit un militaire: «*Pourquoi voulez-vous que je me batte et que je risque ma vie? On ne me donne rien. Pas d'argent. Et pas même un honneur. Les civils nous méprisent.*»⁹³ L'impression d'être traitées de haut par les civils est un sentiment généralisé parmi les troupes ordinaires, qui signalent souvent qu'on les qualifie de perdants, de mendiants et de «*faux têtes*» (quelqu'un qui ne subvient pas à ses propres besoins).⁹⁴ Cela montre que l'image qu'ont les civils des militaires est non seulement influencée par les exactions que l'armée a perpétrées, mais aussi par la précarité de leur statut social. Un officier a ainsi expliqué: «*Les civils ne nous respectent pas, parce que nous n'avons rien. On est obligé de mendier auprès d'eux, alors ils trouvent qu'on est des 'losers'. Ils nous donnent des noms injurieux. [...] Alors parfois on est bien obligés de leur montrer de quoi on est fait.*»⁹⁵ Sans

93 Maria Eriksson Baaz et Maria Stern, «The Complexity of Violence: A critical analysis of sexual violence in the Democratic Republic of Congo (DRC)», Sida/Nordic Africa Institute, 2010, p. 27.

94 Maria Eriksson Baaz et Maria Stern, «Making Sense of Violence: Voices of Soldiers in the Congo (DRC)», *Journal of Modern African Studies* 46/1 (2008), p. 57–86.

95 Eriksson Baaz et Stern, *Complexity of Violence*, p. 28.

aller jusqu'à affirmer qu'il existe un lien direct entre ce non-respect perçu et la violence, il faut reconnaître que ces sentiments ne sont pas propices à la qualité des relations avec les civils.

Ces mauvaises conditions de service concernent rarement les commandants supérieurs, surtout ceux qui jouissent de réseaux puissants. L'écart de richesse est flagrant entre les troupes ordinaires, condamnées à l'épreuve de la pauvreté, et leurs commandants privilégiés, ce qui accentue encore le sentiment d'injustice dans les rangs de l'armée. Comme l'a dit un soldat: *«Alors dites-moi, comment voulez-vous qu'on soit discipliné? Ils nous trompent. Nos supérieurs nous trompent. [...] Ils envoient leurs enfants en Europe mais nos enfants à nous, ils meurent.»*⁹⁶ Si, pour être efficace, toute réforme de l'armée doit partir du haut, elle devra se traduire par des améliorations concrètes pour les troupes sur le terrain. Cela est primordial non seulement pour améliorer la performance au combat, mais aussi pour encourager la discipline, deux conditions préalables à la transformation des FARDC en une armée à même de réduire, plutôt que d'encourager, les conflits violents dans l'est de la RDC.

.....
96 Eriksson Baaz et Stern, «Making Sense of Violence».

4. Absence d'une stratégie globale pour venir à bout de l'insécurité

Les précédents chapitres consacrés à la complexité de la mobilisation armée, depuis la violente rivalité entre les élites jusqu'aux dysfonctionnements des FARDC, soulignent la nécessité de réviser la stratégie actuelle de consolidation de la paix et de stabilisation du pays. Le gouvernement congolais et ses partenaires internationaux ne se sont en effet penchés que partiellement sur les causes profondes de l'instabilité dans l'est de la RDC. Ce chapitre décrit les récentes initiatives destinées à réduire l'activité des groupes armés et à réformer l'armée, faisant valoir que la réalisation de ces deux objectifs repose sur la mise en œuvre d'une stratégie politique globale.

L'ONU et les bailleurs de fonds internationaux: un engagement politique insuffisant

La manière dont la politique en RDC est élaborée et mise en œuvre est tout aussi complexe que la mobilisation armée. Les processus décisionnels du gouvernement sont entravés par la rivalité entre les réseaux du pouvoir à Kinshasa ainsi que par la fragilité du contrôle que l'État exerce sur son armée et son administration. Les bailleurs de fonds internationaux sont autant divisés que l'est le gouvernement congolais. Axées sur le transfert d'argent vers différents acteurs étatiques et non étatiques à différents niveaux en l'absence de toute stratégie globale, les interventions des donateurs ont tendance à perpétuer cette fragmentation plutôt qu'à la réduire.

Les divisions entre bailleurs de fonds se sont approfondies depuis la transition. Le Président Kabila, conforté par son nouveau mandat démocratique, a tenté de réduire l'influence étrangère sur sa politique interne. Cette démarche a coïncidé avec un recul de l'intérêt des donateurs après les élections de 2006, dans lesquelles ils avaient investi des ressources considérables. Ces élections ont renforcé la perception

du statut post-conflit de la RDC et ont eu un impact indéniable sur l'engagement de l'ONU et des bailleurs de fonds.⁹⁷ Ce phénomène s'est manifesté, entre autres, à travers le fait que les groupes armés ont été systématiquement catalogués de « résiduels » ou de « réfractaires au brassage », offrant ainsi une représentation erronée de l'ampleur du défi posé par une mobilisation armée persistante. Ne disposant pas d'une politique cohérente lui permettant de s'atteler à ce défi, la mission de maintien de la paix de l'ONU a soutenu les FARDC—malgré leur indiscipline fréquente—dans leurs efforts erratiques de contre-insurrection.

Cette stratégie, inspirée d'une interprétation technocratique de la violence selon laquelle il s'agirait là d'un problème de sécurité publique dû à la faiblesse des institutions de l'État, s'est illustrée à travers la transformation de la mission de maintien de la paix de l'ONU en une mission de stabilisation en 2010. Ce changement sous-estima l'importance du rapport entre les groupes armés et la rivalité entre les élites, ainsi que l'importance des tensions locales. La nouvelle orientation, conjuguant le désir de Kinshasa d'accroître son indépendance et la dominante technocratique des bailleurs de fonds, n'apporta pas les outils nécessaires pour prendre en charge les facteurs politiques qui favorisent la formation des groupes armés.

La précédente Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation (ISSS), un programme de donateurs conçu pour appuyer le Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés (STAREC) du gouvernement congolais, illustre bien cette approche politique. L'ISSS fut élaborée pour soutenir l'accord de paix conclu en mars 2009 entre le gouvernement congolais et les groupes armés, l'objectif ultime étant de renforcer la présence de l'État, et plus particulièrement ses agences en charge de la justice, de la sécurité et de l'administration. Mais ce programme, en sous-estimant l'instabilité de certaines des zones ciblées et en ne cherchant guère à rectifier la

.....

97 Séverine Autesserre, « Hobbes and the Congo: Frames, Local Violence, and International Intervention », *International Organization* 63 (2009), p. 249–80.

dynamique qui sous-tend la gouvernance locale, mit l'accent sur la construction de l'infrastructure. Ainsi, des routes, des postes de police et des tribunaux furent construits sans que l'on se soucie de savoir comment ceux-ci seraient pourvus en personnel, gérés ou sécurisés par les institutions nationales dont ils faisaient partie, et sans s'intéresser de près aux développements politiques et militaires dans les zones ciblées.⁹⁸

Sur le plan militaire, la mission de maintien de la paix de l'ONU adopta une stratégie réactive à l'égard des groupes armés, en ne soutenant que les opérations offensives menées par les FARDC et en répondant aux cas d'urgence. Mis à part une brève expérience lancée de 2005 à 2007 par la division « Est » de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC), le nom de la mission onusienne jusqu'en 2010, une position plus ferme à l'égard des groupes armés, propice à un désarmement forcé, fut rare.⁹⁹ En revanche, l'ONU accepta tacitement ou avalisa activement les politiques du gouvernement de Kinshasa, y compris des stratégies d'intégration militaire basées sur des accords opaques et des décisions militaires controversées. Les modalités de l'accord passé en janvier 2009 entre les gouvernements de Kinshasa et Kigali, par exemple, furent décidées par des négociateurs à huis clos: la mission de l'ONU fut exclue à la fois de ces négociations et des opérations militaires qui furent ensuite lancées conjointement contre les FDLR.¹⁰⁰

Le déploiement récent de la FIB au sein de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation de la République démocratique du Congo (MONUSCO) constitue une nouvelle tentative de maintien de la paix par la fermeté. La FIB pourrait aider à rétablir la crédibilité de la MONUSCO, sévèrement mise à mal par la chute de Goma en novembre

98 Samuel Dixon, « 'For me, but without me, is against me': Why Efforts to Stabilise the Democratic Republic of Congo Are Not Working », Oxfam Lobby Briefing, 4 juillet 2012.

99 Victoria Holt et Tobias Berkman, « The Impossible Mandate? Military Preparedness, the Responsibility to Protect and Modern Peace Operations », Henry L. Stimson Center, Washington DC, 2006, p. 155-78.

100 ICG, « Congo: No Stability », p. 4-5.

2012, et contribuer à sauver les FARDC du cercle vicieux des éternelles négociations avec les groupes armés. Cependant, outre les préoccupations relatives à la protection des civils et à l'accès humanitaire, des questions restent en suspens concernant l'ampleur et l'impact à plus long terme du déploiement de la FIB.

La nouvelle initiative n'est officiellement liée à aucune stratégie politique générale destinée aux groupes armés; il n'existe pas de mesures de suivi claires, ni de nouveau plan de démobilisation, et aucune nouvelle disposition n'a été prise en matière de réforme du secteur de la sécurité.¹⁰¹ L'initiative n'est pas suffisamment reliée aux différents processus politiques du pays qui sont si cruciaux pour la réussite de la FIB: développements politiques à Kinshasa, pourparlers de paix entre le M23 et le gouvernement de Kinshasa (dirigés par la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs à Kampala) et démarche mise en œuvre par l'Accord pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la République démocratique du Congo et la Région (Accord-cadre) négocié par l'ONU et signé par 11 nations africaines le 24 février 2013. Cette fragmentation contribue à souligner le fait que les donateurs manquent d'une vision globale et que l'engagement politique nécessaire pour développer et mettre en œuvre cette vision est insuffisant.

Politiques erratiques du gouvernement et impunité

Les politiques du gouvernement congolais à l'égard des groupes armés ont été erratiques, et ont rarement utilisé de manière coordonnée les différents instruments politiques et militaires en place. La principale tactique de Kinshasa a consisté à intégrer ces groupes dans l'armée. Mais l'intégration s'appuie souvent sur des négociations distinctes avec chacun des différents groupes armés, s'inscrivant rarement dans le cadre d'un processus politique plus large qui permettrait d'étudier les origines

.....

101 Général (à la retraite) Patrick Cammaert et Fiona Blyth, «The UN Intervention Brigade in the Democratic Republic of the Congo», International Peace Institute, New York/Vienne, juillet 2013.

de la violente rivalité des élites et des conflits locaux. Par conséquent, elle ne parvient généralement pas à engager les factions intégrées envers l'appareil étatique ou le réseau clientéliste présidentiel, et ceux qui abandonnent le processus d'intégration n'ont aucune hésitation à se remobiliser.

Les pressions militaires destinées à affaiblir les groupes armés ont été rares et contreproductives. Certains groupes exercent un large contrôle politique et économique sur leurs fiefs locaux et sont peu enclins à abandonner ce pouvoir. Dans de tels cas, la décision de déposer les armes ou pas revient souvent à calculer si les avantages potentiels l'emportent sur le statu quo.

Les pressions politiques et judiciaires exercées sur les groupes armés et les réseaux d'élites connexes sont minimales. Il est rare que les déserteurs, et les élites politiques et militaires qui soutiennent les groupes armés, fassent l'objet de poursuites judiciaires ou d'autres sanctions. Si certains leaders politiques ont parfois été arrêtés pour avoir collaboré avec des réseaux d'insurgés, les arrestations ont été extrêmement sélectives, ne ciblant que les individus soupçonnés d'être liés à des réseaux considérés comme posant une menace directe au gouvernement, comme le M23. Et ces arrestations ont rarement été suivies d'un procès. Quand toutefois des procès ont eu lieu, les informations les concernant n'ont été communiquées que lorsque les accusés étaient perçus comme menaçant directement le gouvernement.¹⁰²

La même impunité s'applique aux officiers FARDC impliqués dans le commerce d'armes ou le soutien des groupes armés. Le Groupe d'experts de l'ONU a largement rendu compte de ce soutien, mais rares sont les enquêtes que les autorités congolaises ont ouvertes sur la base de cette information. Ce n'est que lorsque cela a été jugé politiquement opportun,

.....

102 Ce fut le cas du groupe d'insurgés lié à un général à la retraite, Benoît-Faustin Munene, contre lequel un procès collectif eut lieu au Bas-Congo début 2011; Radio France International, «Général à la retraite, Faustin Munene condamné à perpétuité», 25 mars 2011.

comme cela fut le cas du général Gabriel Amisi, que de telles allégations ont été suivies d'actions.¹⁰³

Pour résumer, c'est dans une quasi-impunité que les élites politiques et militaires de l'est de la RDC ont soutenu des groupes armés, même lorsque ce soutien n'est qu'un secret de polichinelle.

Venir à bout des conflits et des griefs locaux

Comme l'indiquent ce rapport et les précédents rapports du Projet Usalama, la dynamique des conflits locaux et les griefs—notamment les tensions liées au foncier, aux autorités locales et à l'identité—constituent un facteur important dans la formation de groupes armés. Si ces problématiques ont souvent été qualifiées de « locales », puisqu'elles se manifestent au niveau communautaire, elles revêtent en général d'importantes dimensions nationales étant donné qu'elles sont dictées par la législation et les cadres réglementaires nationaux.

Propriété foncière et législation

Les conflits fonciers sont dus à différents facteurs, notamment une multitude de cadres réglementaires qui se chevauchent et se contredisent, la faiblesse des mécanismes d'arbitrage, des usages fonciers concurrentiels et une rivalité autour de la terre entre les populations établies, immigrantes (putatives) et déplacées. L'inadéquation de la législation foncière en vigueur est largement reconnue, et le gouvernement congolais a annoncé une révision de la loi foncière de 1973 dans le cadre d'un processus plus vaste de réforme foncière participative. Si l'issue de ce processus qui progresse timidement reste incertaine, Kinshasa semble avoir une préférence pour l'abolition du système de tenure coutumière qui prévaut dans de nombreuses zones rurales, en éliminant ainsi le rôle des chefs coutumiers dans la gouvernance foncière. Ce rôle a souvent

.....

103 L'une des raisons citées pour expliquer le retrait d'Amisi en novembre 2011 fut son implication dans la vente d'armes à des groupes armés; Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, p. 62; voir également Johnny Hogg, « DR Congo General Sold Arms to Rebel Groups: U.N. Report », Reuters, 21 novembre 2012.

été difficile, les chefs vendant des terres communales sans se soucier de la tenure existante.¹⁰⁴ Pourtant, on aurait tort d'affirmer avec certitude que l'introduction d'un marché foncier formel, au sein duquel les agriculteurs sont propriétaires de titres juridiques individuels ou communaux, réduirait considérablement les conflits et améliorerait la sécurité foncière des petits agriculteurs.

Réforme de la gouvernance locale

L'est de la RDC est enlisé dans une crise de la gouvernance locale. L'une des causes de cette crise est l'institution de l'autorité coutumière. Si celle-ci constitue un élément clé des dispositions actuellement en vigueur dans le domaine de la gouvernance, surtout dans les régions où les autorités gouvernementales sont inexistantes ou jouissent de pouvoirs et d'une légitimité très limités, les chefs coutumiers sont souvent au centre des conflits locaux.¹⁰⁵ Leur position peut être contestée par des membres de leur famille, le droit de gouverner de leur communauté peut être mis en cause par une autre communauté, où ils peuvent être impliqués dans une rivalité avec les autorités désignées par l'État.

Le processus actuel de décentralisation, conçu pour résoudre ce problème, avance de manière erratique, des éléments essentiels du cadre juridique et institutionnel n'ayant pas encore été mis en œuvre. On constate également des ambiguïtés de procédure, qui font apparaître des incertitudes juridiques et institutionnelles et des chevauchements. Les élections locales prévues pour 2008 n'ont toujours pas eu lieu et on ignore quand elles se dérouleront.¹⁰⁶

.....
 104 Frank van Acker, «La 'pembénisation' du Haut-Kivu: Opportunisme et Droits Fonciers Revisités», dans *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1998–1999* (éd. Stefaan Marysse et Filip Reyntjens) (Paris: L'Harmattan, 1999), p. 201–36.

105 Koen Vlassenroot et Hans Romkema, *Local Governance & Leadership in Eastern DRC* (La Haye: Oxfam Novib, 2007).

106 Pierre Englebort, «Incertitude, autonomie et parasitisme: les entités territoriales décentralisées et l'état en République démocratique du Congo», *Politique Africaine* 125 (2010), p. 169–88.

Les élections locales sont conçues pour permettre la création de nouveaux conseils de représentants chargés d'exiger des comptes des chefs locaux. Cela représente à la fois un défi et une opportunité de sortir de la crise actuelle de la gouvernance locale. L'un des risques est que les élections déclenchent des tensions intercommunautaires, les politiciens recourant aux discours ethniques pour obtenir un soutien, et les élites locales se retrouvant menacées dans les régions où les groupes autres que ceux qui sont liés au chef constituent la majorité. Les conseils nouvellement élus pourraient aussi encourager les divisions, mettant en opposition les personnes liées au réseau clientéliste des chefs coutumiers à d'autres acteurs.

D'un autre côté, une collaboration accrue entre les représentants de différentes communautés au sein des conseils élus à l'échelle locale pourrait promouvoir la cohésion sociale, et ces conseils pourraient servir de plateformes propices à la résolution des litiges communaux ainsi qu'à leur réglementation. En outre, les conseils pourraient permettre de contrôler et d'équilibrer le pouvoir des chefs coutumiers.

Responsabilité et réconciliation

De nombreux conflits locaux liés au foncier et à la gouvernance locale se manifestent entre les différentes communautés ethniques. Depuis les années 1990, la violence ethnique accentue le sentiment de méfiance. Les politiciens et les groupes armés exploitant ces animosités, la réconciliation et la cohésion sociale sont des facteurs primordiaux pour réduire la mobilisation armée. L'un des problèmes à résoudre est celui de la responsabilité des exactions commises par le passé.

À ce jour, le gouvernement congolais n'a pas fait grand-chose pour faire avancer la réconciliation et la justice de transition. La Commission Vérité et Réconciliation créée au titre de l'Accord global et inclusif n'a eu aucun impact pendant sa courte existence (2004-6), et ce n'est que récemment que le gouvernement a commencé à envisager de mettre en œuvre les recommandations formulées par le Rapport Mapping de

l'ONU publié en 2010.¹⁰⁷ Ce rapport rend compte des atteintes aux droits de l'homme les plus graves perpétrées sur le territoire congolais de mars 1993 à juin 2003. Il met en évidence plusieurs réponses politiques envisageables, notamment la création d'une chambre mixte spéciale, composée de personnel international et national, et organisée avec le système judiciaire civil congolais. Cette proposition, qui vient à point nommé, a été avalisée par des organisations internationales de défense des droits de l'homme; le processus législatif est en cours.¹⁰⁸ Il faut toutefois noter que la poursuite en justice des différents auteurs de ces délits ne contribuera à la réconciliation intercommunautaire que sous réserve d'un processus local plus complet et axé sur le long terme.

Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)

La piètre qualité de la démobilisation n'est pas en elle-même responsable des importants cycles de violence qui se sont produits post-2003, mais elle a facilité le recrutement. Dans des régions comme Bunyakiri et Fizi, de nombreux combattants rebelles actuels sont passés par des programmes de démobilisation, pour ensuite être de nouveau recrutés par des groupes rebelles. Nombre d'entre eux n'ont trouvé aucune source de subsistance alternative. Leurs anciens leaders les ont soumis à des pressions pour les convaincre de les rejoindre, ou bien c'est la perpétuation de l'insécurité dans leurs régions d'origine qui les a incités à se remobiliser.

.....

107 République démocratique du Congo, 1993–2003. Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo, août 2010.

108 Human Rights Watch (HRW), « RD Congo: Il faut donner suite au rapport du Projet Mapping de l'ONU: Une chambre mixte et d'autres mesures sont essentielles pour mettre fin à l'impunité relative aux crimes commis, 1^{er} octobre 2010; HRW, « Comments on the second version of the Draft Legislation to Establish Specialized Chambers within the Congolese Judicial System for the Prosecution of Grave International Crimes », février 2011.

La démobilisation a été proposée comme l'une des pierres angulaires du processus de paix en RDC, l'objectif était de faire regagner la vie civile à 150 000 combattants.¹⁰⁹ Dès 2004 en Ituri, différentes structures nationales furent mises en place pour les besoins de la démobilisation, la Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion (CONADER) en devenant le principal véhicule. Lorsqu'elle cessa ses activités en 2008, la CONADER avait démobilisé 132 367 combattants—dont 30 219 enfants.

D'autres programmes lui succédèrent, notamment certains qui furent liés au processus de paix de Goma de 2008 et au STAREC, mais ils rencontrèrent de nombreux obstacles techniques et firent polémique. L'étape de réintégration fut particulièrement délicate: elle ciblait les combattants individuels, et les communautés qu'ils regagnèrent eurent l'impression que l'on récompensait ceux qui avaient pris les armes en leur donnant de l'argent et une formation professionnelle. Cela compliqua les efforts de réconciliation.¹¹⁰

Si la plupart des 100 000 adultes qui suivirent le programme reçurent une indemnité de 360 USD (60 USD de frais de transport pour retourner chez eux, puis 25 USD déboursés tous les mois pendant un an), seule la moitié d'entre eux bénéficia au départ de projets susceptibles de leur donner de nouveaux moyens de subsistance (éducation, formation, techniques d'élevage des animaux ou facilités de microcrédit).¹¹¹ Cela est en partie dû au fait que les autorités avaient mal préparé leur budget: la majeure partie de l'argent servit au transport des combattants—20 millions USD, soit un dixième du budget total. L'autre problème fut le détournement et la mégestion des fonds. En décembre 2006, soit à peine plus d'un an après le lancement du programme de démobilisation,

109 Banque mondiale, «Technical Annex for a Proposed Grant of \$100 Million to the Democratic Republic of the Congo for an Emergency Demobilization and Reintegration Project», 3 mai 2004, p. 11.

110 Hans Rouw et Rens Willems, «Connecting Community Security and DDR: Experiences from Eastern DRC», Peace, Security and Development Network, 2010.

111 Multicountry Demobilization and Reintegration Program, Fact Sheet, mars 2009.

la Banque mondiale suspendit jusqu'en 2008 son financement en attendant la réalisation d'un audit.

Les programmes de réintégration réussirent rarement à doter les soldats démobilisés de moyens de subsistance à long terme. Dans certaines régions des Kivus, par exemple, des bicyclettes et des machines à coudre furent distribuées, mais aucune formation commerciale ne fut dispensée. Certains bénéficiaires revendirent leur équipement.¹¹² À Bunyakiri, plusieurs anciens combattants signalèrent qu'ils avaient acheté une moto et un moulin à manioc alimenté par un générateur, mais ils s'étaient brouillés sur la façon de gérer l'équipement et les projets avaient fait long feu.¹¹³ À Kamituga, dans le territoire de Mwenga, le sous-traitant local de la CONADER distribua des semences inadaptées au type de sol de la région; au Masisi, des mécaniciens reçurent une formation mais sans aucune semence pour monter une affaire.¹¹⁴

Les programmes de réinsertion ne garantissent pas la démobilisation. Les programmes de DDR ont en effet peu d'influence sur le parcours des anciens combattants, lesquels s'intéressent davantage aux avantages matériels à court terme qu'au long terme. De nombreux combattants démobilisés restent liés à d'anciens réseaux de groupes armés dont les structures de commandement et de contrôle sont souvent en grande partie intactes.¹¹⁵

À cet égard, la violence permanente qui règne dans l'est de la RDC a nui aux efforts de DDR. Un agent de l'ONU a ainsi commenté: «*Impossible de faire de la démobilisation tant que les gens continuent de se battre. Si on fait rentrer des combattants chez eux alors que leurs villages sont attaqués, imaginez ce qui arrivera.*»¹¹⁶ De même, un officier supérieur de l'armée congolaise

.....
112 Projet Usalama, personnes interrogées n° 819, Goma, 29 mars 2013, et n° 840, Mwenga, 3 mai 2013.

113 Projet Usalama, personne interrogée n° 829, Bunyakiri, 9 avril 2013

114 Projet Usalama, personne interrogée n° 838, Kamituga, 1^{er} mai 2013.

115 Joanne Richards, «Demobilization in the DRC. Armed Groups and the Role of Organizational Control, Armed Actors», Small Arms Survey, Genève, avril 2013.

116 Projet Usalama, personne interrogée n° 810, Goma, 7 mars 2013.

a déclaré: « Si on démobilise un groupe sans s'occuper des groupes voisins, cela ne marchera jamais. »¹¹⁷ Par conséquent, la stratégie décousue du gouvernement à l'égard des groupes armés—consistant à en démobiliser certains tout en continuant d'en combattre d'autres—a opposé un obstacle majeur à la réussite des programmes de DDR. Autre point important, cette politique erratique vis-à-vis des groupes armés a aussi entravé les tentatives de réforme de l'armée.

Réforme de l'armée

De nombreux facteurs contribuent à freiner la réforme du secteur de la défense en RDC. L'un d'entre eux est l'activité militaire quasi incessante dans l'est du pays. Un agent supérieur de la sécurité a ainsi commenté: « On ne peut pas réformer l'armée tant que les combats se poursuivent, surtout lorsqu'on confie tous ces postes de commandement à d'anciens miliciens. »¹¹⁸ Un autre agent de préciser: « Après toute cette intégration, nous nous retrouvons avec toutes sortes de gens dans l'armée. La plupart n'ont aucune idée de ce que signifie être soldat. Nous essayons de créer une armée nationale dans cette pagaille. Et nous sommes en plein dans une guerre qui se poursuit. Une réforme de la défense alors qu'on est en guerre? Qu'est-ce que vous croyez? »¹¹⁹

Les réformes ont également été compromises par de multiples vagues d'intégration des groupes armés qui ont nui à la cohésion et à la performance au combat. En outre, l'intégration a entraîné une réorganisation permanente des unités, contribuant ainsi à réduire à néant les précédentes tentatives de réforme. Même si le processus était indéniablement incomplet, plusieurs des brigades établies par le biais du brassage en 2004-8 ont été relativement bien intégrées, tandis que les loyautés envers les précédents groupes armés s'affaiblissaient. En revanche, les

117 Projet Usalama, personne interrogée n° 811, Bukavu, 12 juin 2013.

118 Projet Usalama, personne interrogée n° 812, Kinshasa, 21 juin 2013.

119 Maria Eriksson Baaz et Maria Stern, « Willing reform? An analysis of defence reform initiatives in the DRC », dans *Globalization and Development: Rethinking Interventions and Governance* (éd. Arne Bigsten) (Londres: Routledge, 2013), p. 204.

efforts d'intégration qui suivirent, notamment ceux de 2009, nuisirent en grande partie à cette cohésion fragile, accentuant les anciennes divisions et renforçant les chaînes de commandement parallèles.

Le processus de réforme de l'armée a aussi été entravé par des projets de réforme avortés, qui sont révisés ou abandonnés dès l'arrivée d'un nouveau commandant de l'armée ou d'un nouveau ministre de la Défense. En juillet 2007, le gouvernement a fait savoir aux bailleurs de fonds qu'il prévoyait de restructurer l'armée et d'élaborer une force d'intervention rapide pour remplacer la MONUC dans un délai de deux ans. Ce projet ambitieux avait également pour objectif de créer une « armée de développement » opérant dans le secteur de la production agroalimentaire et la remise en état de l'infrastructure. En février 2008, ce projet fut formalisé par le Plan directeur global de la réforme de l'armée, qui prévoyait trois phases de réformes sur la période 2008-20. Il s'agissait d'abord de créer des brigades pour gérer les problèmes de sécurité interne—appelées « forces de couverture »—puis des forces de réaction rapide, et enfin les principales forces de défense regroupant les unités d'artillerie et mécanisées requises pour repousser les attaques des pays voisins.

Un manque de fonds contraignit toutefois le gouvernement à faire machine arrière. Fin 2008 vit l'arrivée d'un nouveau ministre de la Défense et d'un nouveau responsable des forces armées, après quoi un Plan révisé de la réforme de l'armée fut rendu public, reprenant les éléments fondamentaux de la précédente proposition mais de manière plus détaillée et en en réduisant le coût. Ce plan jetait les bases d'une réforme autofinancée de l'armée et réduisait les coûts à 686 millions USD sur la période 2009–25. En outre, il insistait sur le développement du soldat: améliorer les conditions et le bien-être, rendre le recrutement plus difficile et maintenir en place une force de 145 000 membres.

Début 2013, un nouveau plan de réforme de l'armée commença à être annoncé à Kinshasa. Il s'agissait du Plan Moya, d'après le général Jean-Pierre Moya, qui avait participé à sa rédaction. Ce nouveau plan, appuyé par le nouveau ministre de la Défense Ntambo Luba, conserve nombre des caractéristiques des précédentes propositions mais est aussi influencé par la récente intensification du conflit dans les Kivus. Il prévoit

donc un « Sous-plan de formation pendant la guerre » d'une durée de 15 mois. Ses détails théoriques sont impressionnants, mais sa mise en œuvre nécessitera des ressources considérables de la part des bailleurs de fonds.

Une coordination décousue des bailleurs de fonds

Un grand nombre de bailleurs de fonds participent aux efforts de réforme du secteur de la défense en RDC. Citons notamment l'Union européenne,¹²⁰ la MONUSCO, les États-Unis, la Chine, la Belgique, la France, l'Angola et l'Afrique du Sud. Chacun d'entre eux s'est principalement impliqué dans des programmes bilatéraux, bien que quelques tentatives de coordination aient eu lieu. Le gouvernement de Kinshasa préfère maintenir ces liens bilatéraux, démarche justifiée par le désir de défendre les intérêts de la sécurité nationale. Les réponses des bailleurs de fonds à cet égard varient: la Chine et les États africains ont tendance à soutenir la position congolaise, en soulignant la question de la souveraineté, tandis que les donateurs occidentaux, qui soupçonnent un manque d'engagement politique à l'égard d'une véritable réforme, craignent que Kinshasa ne cherche à mettre en porte-à-faux les donateurs afin de profiter au maximum d'un engagement externe.

Ces mêmes bailleurs de fonds occidentaux qui préconisent la coordination se sont en réalité souvent retrouvés dans une situation de rivalité prononcée, cherchant à accroître leur visibilité et leur influence. Leurs motivations ont ainsi été mises en doute par certains Congolais, qui tendent déjà à attribuer l'intérêt des donateurs dans la réforme de la défense (tout comme dans d'autres domaines d'intervention) à un désir de profiter d'une partie des ressources naturelles de la RDC. Un officier supérieur de l'armée a déclaré à ce sujet: « *Tous les minerais que l'on trouve ailleurs se trouvent ici. Tous les pays se servent systématiquement du Congo.*

.....

120 Les fonds de l'UE sont apportés via la Mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en République démocratique du Congo (EUSEC), dont le mandat doit se terminer en septembre 2014.

Parmi tous ceux qui viennent ici, la plupart ne viennent pas pour aider mais pour exploiter. »¹²¹

De telles convictions, imputables à une longue histoire d'occupation et d'ingérence coloniale et postcoloniale, existent réellement. Et l'on comprend facilement pourquoi les Congolais s'interrogent sur les raisons pour lesquelles les bailleurs de fonds, s'ils tiennent véritablement à une coordination, ne se coordonnent pas entre eux. Comme l'a dit un officier de l'armée en guise de conclusion: « *Tous ces pays, sont-ils d'accord entre eux? Veulent-ils vraiment d'une coordination? Si oui, il faudrait d'abord qu'ils harmonisent leurs propres intérêts.* »¹²²

Un aspect sans doute plus préjudiciable que la fragmentation de la politique parmi les bailleurs de fonds est la position apolitique qu'ils ont adoptée envers l'intégration des groupes armés dans l'armée. En effet, bien que l'influence que les donateurs sont capables d'exercer sur la politique du gouvernement congolais en matière d'intégration soit limitée, ils n'ont déployé que peu d'efforts pour influencer sur le processus, préférant rester passifs ou défendre l'intégration, comme cela fut le cas lors de l'accord du 23 mars 2009.¹²³ Or, l'impact catastrophique de cet exercice d'intégration, les opérations militaires qui s'ensuivirent, et ses répercussions délétères sur la réforme de l'armée sont évidents.

Enfin, les engagements financiers des bailleurs de fonds envers une réforme de l'armée n'ont souvent pas été à la hauteur de leurs discours. En effet, la réforme de la défense bénéficie d'une aide internationale comparativement faible. Sur la période 2006-10, un peu plus d'1% (84,79 millions USD) seulement de l'aide globale—hors allègement de la dette et assistance militaire bilatérale—a été consacré directement au secteur de la sécurité dans son ensemble.¹²⁴ Qui plus est, si la plupart

121 Eriksson Baaz et Stern, « Willing reform? », p. 204.

122 Eriksson Baaz et Stern, « Willing reform? », p. 206.

123 Eriksson Baaz et Verweijen, *Between Integration and Disintegration*, p. 30–2.

124 ASADHO et al., « The Democratic Republic of Congo: Taking a Stand on Security Sector Reform », 16 avril 2012, p. 3.

des interventions bilatérales sont des programmes de formation, environ 6% seulement des troupes FARDC ont reçu une formation spécialisée de la part ou sous la supervision de militaires étrangers depuis 2007.¹²⁵

.....

125 van Damme et Verweijen, « In Search of an Army », p. 10.

5. Considérations d'ordre politique

Les défis associés à l'élimination de la mobilisation armée dans l'est de la RDC sont énormes; les origines de la mobilisation sont nombreuses; et les environnements politiques nationaux et internationaux sont loin d'être favorables. Les discussions menées avec des acteurs congolais, militaires et civils, au niveau local et gouvernemental, et avec des spécialistes internationaux suggèrent qu'une stratégie globale nouvelle et plus éclairée s'impose pour avoir une chance de réussir. Cette stratégie devrait avoir pour objectif d'harmoniser les approches politiques et militaires; elle devrait établir un lien entre les négociations menées à court terme avec les parties au conflit et les réformes institutionnelles à plus long terme, notamment la réforme des forces armées de la RDC. Les considérations suivantes pourraient former la base d'une telle stratégie.

Venir à bout de la mobilisation armée

L'une des principales causes de la mobilisation armée est la militarisation de la concurrence politique et économique entre les élites régionales, nationales et provinciales. Par conséquent, pour venir à bout des groupes armés, toute stratégie devrait se pencher sur les facteurs qui incitent les élites à recourir à la violence. Elle devrait aussi s'intéresser au climat d'impunité dans lequel les groupes armés sont aidés.

Résoudre le problème des groupes armés

La multitude de groupes armés présents dans l'est du Congo et le peu de moyens dont on dispose pour en venir à bout font qu'il est impossible de tous les éliminer en même temps; il faut donc forcément s'en occuper par ordre d'importance. De nombreux groupes Maï-Maï exercent une influence limitée en dehors de leurs propres communautés d'origine et ne disposent donc pas des capacités nécessaires pour encourager une déstabilisation plus étendue. En revanche, d'autres groupes jouissent d'une dimension régionale prononcée, soit parce qu'ils reçoivent le soutien de pays voisins, comme c'est le cas du M23, soit parce qu'ils se

rebellent contre eux, comme les FDLR, l'ADF et les FNL. Ces groupes ont un effet multiplicateur sur les conflits, formant des alliances avec d'autres groupes armés, ou provoquant la mobilisation de ces groupes sous une forme d'autodéfense.

Le M23 et son prédécesseur, le CNDP, se situent au cœur de l'intensification du conflit que connaissent les Kivus depuis 2004. Pour parvenir à un accord de démantèlement du M23, le gouvernement congolais ne devrait plus se contenter de négocier avec les rebelles mais organiser des pourparlers avec le gouvernement rwandais. L'accord de paix du 23 mars 2009 conclu entre le gouvernement congolais et le CNDP n'a en rien modifié les chaînes de commandement et a conféré une amnistie totale aux auteurs d'atteintes aux droits de l'homme. Cela a eu pour effet de corrompre l'accord. Pour éviter que cela ne se reproduise, les bailleurs de fonds devront faire davantage pression sur le Rwanda.

Il est également impératif que les bailleurs de fonds exercent des pressions pour identifier des solutions aux autres rébellions, notamment aux groupes dirigés par des acteurs étrangers, dont beaucoup sont désormais profondément enracinés dans leur environnement local en RDC; une réponse multidimensionnelle adaptée s'impose.¹²⁶ Les stratégies adoptées par le gouvernement congolais, ses voisins et ses partenaires internationaux devraient être coordonnées et complétées par les initiatives des communautés locales parmi lesquelles ces groupes rebelles résident. Cela vaut également pour les opérations potentielles de la nouvelle brigade d'intervention de l'ONU, la FIB, qui devront à la fois tenir compte de la dynamique locale et être reliées à une stratégie plus générale impliquant les gouvernements ougandais, rwandais et burundais.

.....

126 Hans Romkema, « Opportunities and Constraints for the Disarmament and Repatriation of Foreign Armed Groups in the Democratic Republic of Congo: The Cases of the FDLR, FNL and ADF/NALU », MDRP, juin 2007.

Mettre un terme aux rivalités violentes des élites

Pour venir à bout du rôle joué par les élites congolaises dans l'activité des milices, le gouvernement congolais devra imposer des sanctions aux réseaux de soutien des organisations rebelles, notamment aux politiciens et aux commandants de l'armée qui sont souvent des personnalités clés de ces réseaux. Le gouvernement a également la possibilité de collaborer avec ses partenaires internationaux pour affaiblir les bases de ressources des groupes armés en améliorant la formalisation et la réglementation du commerce et du secteur des ressources naturelles. L'implication des élites des pays voisins dans les groupes armés de la RDC est également un domaine dans lequel les donateurs internationaux pourraient apporter une aide éclairée, en transformant ces relations violentes en une collaboration économique régionale.

Imposer des sanctions aux réseaux de soutien nécessite d'abord de les identifier, ce qui n'est pas chose simple. Ils font en effet souvent partie de réseaux régionaux et mondiaux de crime organisé plus étendus qui pratiquent le racket et la contrebande d'armes et d'autres marchandises. Outre les travaux du Groupe d'experts de l'ONU, peu d'efforts systématiques sont faits pour documenter et surveiller les groupes armés et leurs réseaux de soutien. Il s'agit là d'un autre domaine dans lequel les bailleurs de fonds pourraient améliorer l'information publique en augmentant le soutien matériel et diplomatique qu'ils accordent aux chercheurs, aux journalistes et aux organisations onusiennes et non gouvernementales qui analysent l'activité des groupes armés et enquêtent sur celle-ci.

Gérer l'intégration militaire

Paradoxalement, l'intégration des groupes armés dans les forces armées, souvent par des déserteurs de l'armée, est un facteur clé qui incite d'autres groupes à se mobiliser. Tous les observateurs reconnaissent qu'il faudrait progressivement abandonner cette politique néfaste, les groupes armés devant être démobilisés et rendus à la vie civile. Et tandis que l'intégration militaire se poursuit, il est impératif de la réformer. Des processus d'intégration plus transparents, assortis d'échéanciers et de dates-butoirs clairs, de conditions de désarmement plus strictes et de

mécanismes de contrôle crédibles, permettront d'éviter que les leaders de groupes armés n'abandonnent le processus d'intégration. Cela nécessite la mise en œuvre de fonctions de contrôle et de vérification neutres dans les zones précédemment contrôlées par les groupes armés en cours d'intégration. Les observateurs militaires de l'UE pourraient jouer un rôle utile à cet égard.

Une armée en conflit avec elle-même a peu de chances d'avoir un impact positif sur la dynamique de conflit dans l'est de la RDC. Par conséquent, les futurs processus d'intégration militaire devront aussi s'intéresser aux moyens de fournir une nouvelle formation aux troupes et de les redéployer, à la composition déséquilibrée des unités et à l'octroi de grades et de postes sans considération pour le mérite. Cela est particulièrement important pour éviter d'alimenter les tensions identitaires au sein de l'armée. Même sans nouvelle intégration, ces tensions doivent être réduites car non seulement elles nuisent à la cohésion, mais elles tendent aussi à avoir des répercussions sur l'environnement civil dans lequel les militaires sont déployés.

Enfin, l'impunité reste une question cruciale si l'on veut gérer l'intégration des groupes armés et fournir une nouvelle formation aux FARDC. Les précédents processus d'intégration ne prévoyaient pas de poursuites en justice ou de système de contrôle, ce qui s'est révélé particulièrement problématique pour les rebelles de rang élevé, qui ont ainsi montré l'exemple de l'impunité à leurs subordonnés. Les futurs efforts d'intégration devront impérativement se pencher sur la question de la responsabilité des exactions passées.¹²⁷

.....

127 Pour connaître de manière plus détaillée les recommandations relatives aux futurs processus d'intégration de l'armée, veuillez consulter Eriksson Baaz et Verweijen, «Between Integration and Disintegration», p. 22–9.

Venir à bout des conflits et griefs locaux

À eux seuls, les conflits et griefs locaux n'engendrent pas la mobilisation des groupes armés, mais ils en sont un ingrédient clé. La dimension locale est très importante pour promouvoir la stabilité à long terme.

Apaiser les conflits fonciers

Une réforme de la gouvernance foncière est primordiale pour stabiliser l'est de la RDC de manière pérenne, mais des réformes mises en œuvre de manière inadaptée ou à la va-vite pourraient être contre-productives. Une stratégie conjuguant la participation du gouvernement et des acteurs locaux est essentielle. L'introduction de toute nouvelle législation devrait s'accompagner de réformes administratives et de la gouvernance plus larges pour veiller à ce que les habitants des régions reculées bénéficient d'un accès égal aux titres fonciers et aux mécanismes d'arbitrage. La mise en œuvre de réformes globales prendra du temps. À court terme, les efforts devraient être axés sur le renforcement des mécanismes d'arbitrage et de résolution des litiges, en élargissant leur portée aux dimensions communautaires des conflits fonciers.¹²⁸

Améliorer la gouvernance locale

Les élections locales sont prévues par la constitution et le gouvernement devrait tenir cet engagement tout en cherchant à en réduire les risques. Il devrait surveiller les tensions communautaires avant, pendant et après les élections, et juguler les politiciens locaux qui recourent à la mobilisation ethnique. Les bailleurs de fonds internationaux, pour leur part, devraient investir dans l'éducation des électeurs et le suivi des élections, ces tâches devant incomber aux organisations locales de la société civile. En même temps, ils devraient financer des projets destinés à renforcer les capacités des conseillers locaux nouvellement élus. Le point de départ de cette démarche pourrait être les « plateformes pour le dialogue démocratique »

.....
 128 Koen Vlassenroot, *Land Issues and Conflict in Eastern DRC* (New York: Social Science Research Council, 2013).

que la stratégie ISSSS révisée envisage d'introduire. Ces plateformes ont pour objectif d'améliorer les capacités des communautés locales à élaborer des réformes et à exiger de leurs leaders qu'ils rendent compte de leurs actes. Cependant, pour que cette nouvelle approche réussisse, il est essentiel de s'assurer que ces plateformes disposent d'un véritable pouvoir décisionnel et qu'elles soient durables.

Renforcer la responsabilité et la réconciliation

Difficile d'éliminer l'animosité entre communautés sans chercher à résoudre la question de la responsabilité des exactions passées. Il est donc crucial que le gouvernement congolais donne suite au Rapport Mapping de l'ONU. Le mécanisme ainsi convenu repose sur l'élaboration d'une chambre juridique mixte composée de personnel international et congolais et chargée de juger les atteintes aux droits de l'homme les plus graves. Le gouvernement congolais devrait aussi fournir de plus importants efforts dans le domaine de la réconciliation, en offrant une protection aux activistes de la société civile locale impliqués dans la médiation en matière de conflit. Les discours haineux et les incitations à la violence devraient être considérés comme des délits et poursuivis en justice, au moyen d'une nouvelle législation si nécessaire. Sur cette question, l'Accord-cadre, qui engage le gouvernement congolais à «promouvoir la réconciliation, la tolérance et la démocratie», constitue un bon point de départ.¹²⁹

L'une des mesures qu'envisage actuellement le gouvernement est le renforcement du *barza* communautaire, un forum communautaire qui rapproche les représentants de différentes communautés. Cependant, par le passé, les *barzas* se sont retrouvés enlisés dans des conflits internes et la légitimité de leurs délégués laissait à désirer.¹³⁰ Il faut donc aller au-delà

.....
 129 «Peace, Security and Cooperation Framework for the Democratic Republic of the Congo and the Region», 24 février 2013, p. 1.

130 Phil Clark, «Ethnicity, Leadership and Conflict Mediation in Eastern Democratic Republic of Congo: The Case of the Barza Inter-Communautaire», *Journal of Eastern African Studies* 2 (2008), p. 1–17.

du modèle du *barza*, ou bien le transformer de sorte que ces plateformes soient représentatives et cohésives.

Une autre initiative qui pourrait favoriser la réconciliation est la mise en place de dialogues démocratiques au sein de l'ISSSS. Les activités ressortant de ces dialogues devraient s'appuyer sur et être reliées aux initiatives actuelles de réconciliation et de médiation telles que les Cadres de concertation intercommunautaire (CCI) des territoires de Fizi et d'Uvira, au Sud-Kivu, ou aux initiatives participatives lancées au Kalehe par l'ONG locale Action pour la paix et la concorde (APC). Ces dialogues démocratiques devraient aussi servir à élaborer des projets socioéconomiques sensibles aux conflits et qui favorisent les interdépendances sociales et économiques entre communautés divisées, telles que les infrastructures et installations utilisées et gérées conjointement. Ces projets pourraient aussi faciliter la réintégration sociale des anciens combattants.

Remodeler la démobilisation et la réintégration

La piètre qualité de la démobilisation et de la réintégration des anciens combattants a entraîné l'apparition d'un grand nombre de recrues potentielles sur lesquelles les groupes armés peuvent facilement s'appuyer. Des programmes de DDR plus pérennes doivent être élaborés pour faciliter le retour des combattants à la vie civile. Les futurs efforts de DDR devraient davantage s'intéresser à la dynamique sociale générale de la réintégration, notamment au rôle des réseaux d'anciens groupes armés et des communautés parmi lesquelles les combattants doivent être réintégrés. Pour harmoniser les efforts, de nouveaux programmes de DDR pourraient être liés à l'ISSSS: l'élément « dialogue démocratique » de cette stratégie permettrait aux communautés d'avoir leur mot à dire sur la conception et la mise en œuvre des activités de réintégration, ce qui réduirait les tensions avec les anciens combattants. Cette démarche ne pourrait toutefois fonctionner que dans les régions où l'ISSSS a été mise en œuvre. Ailleurs, il faudrait trouver d'autres dispositifs.

Réformer l'armée

La réforme de l'armée est lente mais non négligeable. Il est important de prendre conscience des réussites et des échecs pour pouvoir faire avancer le processus.

Renforcer la justice militaire et combattre l'impunité

Il ne faut pas négliger les progrès réalisés en matière de lutte contre l'impunité. En effet, sur la période 2008–12, des tribunaux mobiles ont jugé 900 cas de viols au Sud-Kivu, 60% des accusés ayant été reconnus coupables.¹³¹ Cependant, la qualité de ces procès n'a pas été satisfaisante. Des travaux de recherche consacrés aux dossiers de violence sexuelle ont ainsi révélé que, sur l'échantillon analysé, seule la moitié des condamnations s'étaient appuyées sur des preuves suffisantes, d'où la conclusion que « les suspects sont susceptibles d'être condamnés quels que soient les éléments de preuve qui sont présentés pour éclairer l'affaire ». ¹³² Cela illustre bien les dysfonctionnements du système de justice congolais, caractérisé par des atteintes aux procédures régulières, les condamnations reflétant trop souvent la marginalisation du détenu plutôt que sa culpabilité.

L'expérience des tribunaux mobiles consacrés aux questions de genre au Sud-Kivu, soutenue par des acteurs internationaux, montre qu'il faudrait une stratégie moins axée sur la vitesse, la notoriété et le volume des condamnations. Il serait ainsi préférable d'accorder des investissements plus importants pour améliorer les capacités d'enquête et ainsi garantir des normes de procès équitables, ainsi que pour améliorer la qualité des preuves fournies. En outre, les tribunaux devraient éviter de se focaliser exclusivement sur la violence sexuelle, car cela a conduit

131 Michael Maya, « Mobile Courts in the Democratic Republic of Congo: Complementarity in Action? », American Bar Association Rule of Law Initiative, 26 juin 2012.

132 Nynke Douma et Dorothea Hilhorst, « Fonds de commerce? Sexual Violence Assistance in the Democratic Republic of Congo », Université de Wageningen, Occasional paper n° 2, 2012.

à une commercialisation du viol: les populations de l'est de la RDC recourent aux allégations de viol pour extorquer de l'argent ou régler leurs comptes.¹³³

D'une manière générale, le renforcement de la responsabilité nécessitera que l'on élargisse le cadre du système de tribunaux à d'autres régions. Il faudra ainsi veiller à la surveillance parlementaire et aux audits de l'armée, renforcer l'inspection générale de l'armée en lui donnant les capacités d'examiner de près les contrats d'approvisionnement et les dépenses, et instaurer une unité dans le parquet militaire chargée spécifiquement des délits financiers impliquant des officiers de l'armée.

De la punition à la prévention

À l'heure actuelle, les efforts visant à établir la responsabilité sont axés sur la punition et le nombre de condamnations. Il faudrait davantage s'intéresser à la prévention. Les victimes de violence, ou les personnes qui ont été forcées ou encouragées à infliger des violences, sont plus susceptibles de perpétrer de nouveaux actes violents. De nombreux éléments des FARDC ont rejoint l'armée alors qu'ils étaient très jeunes, souvent après avoir été membres d'un groupe armé lorsqu'ils étaient encore plus jeunes. Ils ont donc été exposés à un environnement violent pendant une grande partie de leur vie. Il est primordial de se pencher sur ce type de traumatismes des soldats FARDC.

Le problème que constitue le trouble de stress post-traumatique (TSPT) est largement reconnu au sein des forces armées des pays donateurs—et fait donc l'objet de politiques exhaustives—mais il ne suscite guère d'attention en RDC. À ce jour, ce sont surtout les aumôniers de l'armée qui prennent des initiatives à cet égard, et souvent de manière limitée et diffuse. Les futurs efforts des donateurs en RDC devraient traiter la question du TSPT avec sérieux.

.....
133 Douma et Hilhorst, «Fonds de commerce?», p. 12.

Consolider les relations civilo-militaires

Les relations entre civils et militaires et l'intégration de la protection civile dans les opérations militaires n'ont guère progressé. Depuis 2011, les FARDC disposent d'une directive permanente sur les Opérations militaires civiles (OMC), et la Doctrine sur la coopération civilo-militaire a été finalisée en 2013. Plusieurs membres des FARDC ont reçu une formation aux OMC, dispensée entre autres par les États-Unis. Cependant, le projet OMC a rencontré plusieurs difficultés: un très petit nombre d'officiers OMC ont été déployés et ils tendent à être marginalisés par la hiérarchie militaire et à manquer de ressources. Les futurs efforts de réforme devraient soutenir ces initiatives conformément à la nouvelle doctrine, en fournissant une formation et des ressources au personnel OMC. En outre, les officiers OMC devraient être inclus dans la planification opérationnelle au niveau des quartiers généraux.

Il est important de reconnaître qu'outre les initiatives OMC descendantes, de nombreux commandants de l'armée et unités sur le terrain agissent pour améliorer les relations avec la population locale. Les exemples sont nombreux de commandants de l'armée qui cherchent à assurer la sécurité des civils et contrôlent leurs troupes en imposant des couvre-feux et des patrouilles de la police militaire ou en interdisant aux troupes armées de circuler en ville. Les communautés ont développé des stratégies d'adaptation à la présence permanente de l'armée, notamment en faisant participer activement les leaders communautaires aux comités de sécurité locale qui réunissent les autorités civiles et militaires.

Ces bonnes pratiques ne retiennent guère l'attention des milieux politiques, ce qui est fort dommage car elles pourraient être reproduites ailleurs et éclairer les initiatives politiques. Le soutien des efforts déployés à la base pour améliorer les relations civilo-militaires offre l'opportunité d'engendrer un changement positif, surtout vu la lenteur avec laquelle progressent les processus descendants de réforme du secteur de la défense. Ces efforts pourraient être étendus pour aider les communautés locales à exiger des officiers qu'ils rendent compte de leurs actes, pour organiser des formations destinées aux autorités civiles locales sur les méthodes d'adaptation à la présence militaire et

pour mener des activités civilo-militaires conjointes telles que des prières communes ou des matchs de football.¹³⁴

Améliorer les salaires et les conditions sociales

L'une des principales réussites des projets de réforme de l'armée soutenus par la mission EUSEC a consisté à séparer la chaîne de paiement de la chaîne de commandement. L'octroi de cartes d'identité biométriques a également permis de réduire le détournement des salaires. D'après une estimation, l'initiative biométrique a conduit depuis 2003 à une hausse considérable du salaire de base des soldats congolais en réduisant de plus de 220 000 le nombre de soldats fantômes figurant sur les listes de paie de l'armée.¹³⁵ Si certains vides juridiques perdurent, le système constitue un pas positif vers une transparence accrue. Le paiement des salaires sur des comptes bancaires, un projet dont la mise en œuvre est partielle à l'heure actuelle, permettra également de faire avancer les choses, même si le paiement des soldats déployés dans des zones reculées est sans doute appelé à rester problématique.

Si l'amélioration de la régularité des paiements constitue un progrès important, les salaires actuels ne sont pas suffisamment élevés pour empêcher les soldats de se livrer à des opérations commerciales privées en plus de leurs activités militaires pour pouvoir soutenir leur famille. Bien que ces activités soient bien évidemment indésirables, une politique de zéro tolérance ne semble pas réaliste tant que les niveaux de salaire resteront si bas. C'est pourquoi il pourrait être intéressant que le gouvernement congolais identifie et réglemente l'activité économique du personnel de l'armée, du moment où elle ne nuit pas aux moyens de subsistance locaux ou à la sécurité ou qu'elle n'encourage pas les conflits au sein de la communauté. Il pourrait par exemple s'agir d'instaurer des

.....
134 van Damme et Verweijen, «In Search of an Army», p. 16–36.

135 En 2004, le salaire de base d'un soldat s'élevait à environ 10 USD, tandis qu'aujourd'hui il se monte à environ 70 USD. Concernant le registre des militaires à la mi-2012, voir Marc Mawete, «Liste de paye des militaires FARDC au front», Démocratie Chrétienne, 16 juin 2012.

projets agricoles autour des bases militaires, plus précisément, pour les familles des soldats. De telles démarches ont apporté des résultats positifs dans plusieurs cas.¹³⁶

Les salaires et les autres sources de revenus constituent un élément clé du bien-être de l'armée. Le droit aux soins de santé, aux congés, à la retraite et au transport lors des rotations de longue distance est également important. Des efforts devraient aussi être consacrés à l'amélioration des conditions de vie et de sécurité des familles des soldats. Une nouvelle loi promulguée dans le cadre du statut des personnels de l'armée (la loi 13/005 du 15 janvier 2013 portant statut du militaire des FARDC) laisse entrevoir des améliorations importantes à cet égard, même si elle exclut les soldats de base de plusieurs des droits qu'elle confère aux officiers. Sa mise en œuvre nécessite l'élaboration et l'adoption de décrets. Et la réaffectation de sommes d'argent importantes sera requise pour qu'elle puisse entrer en vigueur.

Investir dans la formation et l'éducation

Des progrès significatifs ont été faits dans les domaines de la formation et de l'éducation: l'École du génie militaire a rouvert ses portes en octobre 2008, suivie de l'École de formation des officiers (EFO) à Kananga en octobre 2011 et de l'École d'administration des FARDC en septembre 2012. Entre-temps, l'École de formation des sous-officiers a ouvert à Kitona en juin 2011. En outre, courant 2010-1, cinq bataillons de forces spéciales ont été formés par des officiers belges, américains et sud-africains à Kindu, Kisangani et Mura. Mais un faible pourcentage des troupes actuellement déployées aux fronts dans l'est du pays a pour l'instant bénéficié de ces initiatives. On constate également une tendance à privilégier les grades supérieurs et à négliger les commandants de plus bas échelon des compagnies, des pelotons et des escouades, et les unités formées se disloquent souvent. L'inclusion des troupes aux fronts dans

.....
 136 Désiré Bigega, «Nord Kivu: les militaires se nourrissent dans leurs propres champs», Syfia Grands Lacs, 6 avril 2012.

les futurs programmes de formation, la création d'un programme de formation continue et le maintien de la composition des unités formées seraient autant de développements favorables.¹³⁷

137 Anthony King, « The word of command: communication and cohesion in the military », *Armed Forces & Society* 32/4 (2006): 493–512.

Glossaire des acronymes, termes et expressions

| | |
|---------------------------|---|
| Accord-cadre | Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la Région ; accord signé par 11 États africains et quatre organes multinationaux (ONU, UA, UE et SADC) le 24 février 2013 pour conférer un cadre propice à la paix et au développement dans l'est de la RDC. |
| Accord global et inclusif | Accord de paix signé à Pretoria en décembre 2002, concluant officiellement le Dialogue intercongolais (signé en Zambie en 1999) et mettant un terme à la Deuxième Guerre du Congo (voir ci-après) |
| ADF | <i>Allied Democratic Forces</i> , Forces démocratiques alliées |
| ALEC Amani Leo | Alliance pour la libération de l'est du Congo « Paix aujourd'hui » (en swahili); offensive de l'armée congolaise soutenue par la MONUSCO et lancée contre les FDLR de janvier 2010 à avril 2012; cette offensive a été suivie des opérations <i>Kimia II</i> (voir ci-après). |
| AFDL | Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre |
| ANC | Armée nationale congolaise |
| APCLS | Alliance patriotique pour un Congo libre et souverain |
| Banyamulenge | Peuple de Mulenge, dans le territoire d'Uvira, Sud-Kivu (pluriel) |
| Brassage | Intégration des milices dans l'armée congolaise. |
| Chefferie | Niveau le plus élevé de l'administration coutumière; se situe au-dessus du groupement et en dessous du territoire (voir ci-après); les chefferies sont aussi incluses dans le terme plus général de « collectivités ». |
| CNDD-FDD | Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie |

| | |
|--------------------------|--|
| CNDP | Congrès national pour la défense du peuple |
| CNL | Conseil national de libération |
| Collectivité | Entité administrative située entre le groupement et le territoire (voir ci-après); les collectivités peuvent être un secteur ou une chefferie. |
| CONADER | Commission nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion |
| DDR | Désarmement, démobilisation et réintégration |
| Deuxième Guerre du Congo | Guerre combattue sur le territoire congolais qui opposa le gouvernement de Kinshasa au Rwanda et à l'Ouganda ainsi qu'à leurs alliés respectifs. Entre 1998 et 2003, le conflit attira neuf pays africains et de multiples groupes armés; on l'appelle aussi parfois la Grande Guerre africaine. |
| FAC | Forces armées congolaises |
| FALL | Forces d'autodéfense locales et légitimes |
| FARDC | Forces armées de la République démocratique du Congo |
| FAZ | Forces armées zaïroises |
| FDIPC | Forces pour la défense des intérêts du peuple congolais |
| FDLR | Forces démocratiques de libération du Rwanda |
| FDR | Forces rwandaises de défense |
| FIB | Brigade d'intervention offensive des Nations Unies |
| FNL | Forces nationales de libération |
| FOLC | Force œcuménique pour la libération du Congo |
| FPR | Front patriotique rwandais |
| FRF | Forces républicaines fédéralistes |
| FRPI | Force de résistance patriotique en Ituri |
| Groupement | Entité administrative située entre le village et la collectivité (voir-ci-dessus et ci-après) |
| Interahamwe | «Ceux qui attaquent ensemble» (en kinyarwanda); organisation paramilitaire Hutu rwandaise qui a joué un rôle central dans le génocide rwandais. |

| | |
|--------------------------|---|
| Kimia II | «Le silence» (en swahili); offensive de l'armée congolaise appuyée par la MONUC (voir ci-après) contre les FDLR (voir ci-dessus) en 2009; elle a été suivie des opérations Umoja Wetu (voir ci-après). |
| M23 | Mouvement du 23 mars |
| MAGRIVI | Mutuelle des agriculteurs du Virunga |
| Maï-Maï | Milices d'autodéfense communautaires; de «maji» qui signifie «eau» en kiswahili. |
| Maquisards | Combattants rebelles |
| MPA | Mouvement populaire d'autodéfense |
| Mutuelle | Associations urbaines / groupes d'autodéfense établis selon des critères ethniques |
| Mwami | «Roi» (en langues Kirundi, Kinyarwanda, Nande et Shi, et dans plusieurs autres langues bantoues) |
| NDC | Nduma Defence of Congo |
| OMC | Opérations militaires congolaises |
| PARECO | Coalition des patriotes résistants congolais |
| PMF | Personnel militaire féminin |
| Première Guerre du Congo | Guerre combattue sur le territoire congolais qui opposa le gouvernement zaïrois du Président Mobutu à l'AFDL (voir ci-dessus), un groupe armé soutenu par une alliance constituée du Rwanda, de l'Ouganda, du Burundi et de l'Angola. Cette guerre prit fin en avril 1997 lorsque le Président Mobutu fut renversé. |
| RCD | Rassemblement congolais pour la démocratie |
| RDC | République démocratique du Congo |
| Rébellion Simba | Le «lion» (en swahili); rébellion menée de 1964 à 1967 contre le gouvernement du pays devenu indépendant. |
| Secteur | Entité administrative située entre le groupement et le territoire (voir-ci-dessus et ci-après); les secteurs peuvent aussi porter le nom plus général de collectivités. |
| Territoire | Entité administrative située entre la collectivité et le district |
| TSPT | Trouble de stress post-traumatique |

| | |
|------------|---|
| UFRC | Union des forces révolutionnaires du Congo |
| UJPS | Union des jeunes patriotes sacrifiés |
| Umoja Wetu | «Notre unité» (en swahili); offensive rwando-congolaise conjointe lancée contre les FDLR (voir ci-dessus), janvier-février 2009 |

Bibliographie

- van Acker, Frank. «La ‘pembénisation’ du Haut-Kivu: Opportunisme et droits fonciers revisités». Dans *L’Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1998–1999*. Éd. Stefaan Marysse et Filip Reyntjens. Paris: L’Harmattan, 1999: 201–36.
- . «Where Did All the Land Go? Enclosure and Social Struggle in Kivu (D.R. Congo)», *Review of African Political Economy* 32 (2005): 79–98.
- Amnesty International. «Democratic Republic of Congo: Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR) and Reform of the Army», 25 janvier 2007. (<http://www.amnesty.org/en/library/info/AFR62/001/2007/en>)
- ASADHO, Eastern Congo Initiative, APPG, Enough Project, Eurac, FIDH, Groupe Lotus, Ligue des Électeurs, OENZ, OSISA, Refugees International, Congolese Network for Security Sector Reform and Justice et Pole Institute. «The Democratic Republic of Congo: Taking a Stand on Security Sector Reform». 16 avril 2012. (<http://www.enoughproject.org/publications/democratic-republic-congo-taking-stand-security-sector-reform>)
- Autesserre, Séverine. «Hobbes and the Congo: Frames, Local Violence, and International Intervention». *International Organization* 63 (2009): 249–80.
- Banque mondiale. «Technical Annex for a Proposed Grant of \$100 Million to the Democratic Republic of the Congo for an Emergency Demobilization and Reintegration Project». 3 mai 2004.
- Bigega, Désiré. «Nord Kivu: les militaires se nourrissent dans leurs propres champs». *Syfia Grands Lacs*, 6 avril 2012. (<http://www.syfia-grands-lacs.info/index.php?view=articles&action=voir&idArticle=2463>)
- Bucyalimwe Mararo, Stanislas. «Land, Power and Ethnic Conflict in Masisi (Congo-Kinshasa), 1940s–1994». *International Journal of African Historical Studies* 30 (1997): 503–538.
- Callaghy, Thomas. *The State-Society Struggle: Zaire in Comparative Perspective*. New York: Columbia University Press, 1984.
- Cammaert, général (à la retraite) Patrick et Fiona Blyth. «The UN Intervention Brigade in the Democratic Republic of the Congo». International Peace Institute, New York/Vienne, juillet 2013.

- Centre indépendant de Recherches et d'Études stratégiques au Kivu (CIRESKI). « Étude analytique sur la milice 'FAL' », décembre 2012. Non publiée.
- Clark, Phil. « Ethnicity, Leadership and Conflict Mediation in Eastern Democratic Republic of Congo: The Case of the Barza Inter-Communautaire ». *Journal of Eastern African Studies* 2 (2008): 1–17.
- Cortright, David. *Soldiers in Revolt: GI Resistance during the Vietnam War*. Chicago: Haymarket Books, 1975.
- van Damme, Steven. « Commodities of War: Communities Speak Out on the True Cost of Conflict in Eastern DRC ». Oxfam, 20 novembre 2012. (<http://www.oxfam.org/en/policy/commodities-war-drc>)
- et Judith Verweijen. « In Search of an Army: How the FARDC Can Improve Civilians' Safety ». Oxfam, novembre 2012. Non publié.
- Dixon, Samuel. « 'For me, but without me, is against me': Why Efforts to Stabilise the Democratic Republic of Congo Are Not Working ». Oxfam Lobby Briefing, 4 juillet 2012. (<http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/oxfam-lobby-briefing-drc-july2012-for-me-but-without-me.pdf>)
- Douma, Nynke et Dorothea Hilhorst. « Fonds de commerce? Sexual Violence Assistance in the Democratic Republic of Congo ». Université de Wageningen, Occasional paper n° 2, 2012.
- Englebert, Pierre. « Incertitude, autonomie et parasitisme: les entités territoriales décentralisées et l'état en République Démocratique du Congo ». *Politique Africaine* 125 (2010): 169–88.
- Eriksson Baaz, Maria. « The Price for Peace? Military Integration and Continued Conflict in the Democratic Republic of Congo (DRC) ». Collège de défense nationale suédois, février 2011.
- et Maria Stern. « The Complexity of Violence: A critical analysis of sexual violence in the Democratic Republic of Congo (DRC) ». Sida/Nordic Africa Institute, 2010.
- . « Fearless Fighters and Submissive Wives: Negotiating Identity among Women Soldiers in the Congo (DRC) ». *Armed Forces and Society*, 22 février 2013.
- . « Making Sense of Violence: Voices of Soldiers in the Congo (DRC) », *Journal of Modern African Studies* 46/1 (2008): 57–86.
- . *Sexual Violence as a Weapon of War?: Perceptions, Prescriptions, Problems in the Congo and Beyond*. Londres/New York: Zed Books, 2013.

- « Willing reform? An analysis of defence reform initiatives in the DRC ». Dans *Globalization and Development: Rethinking Interventions and Governance*. Éd. Arne Bigsten. Londres: Routledge, 2013.
 - et Ola Olsson. « Feeding the Horse: Unofficial Economic Activities within the Police Force in the DR Congo ». *African Security* 4/4 (2011): 223–41.
 - et Judith Verweijen. *Between Integration and Disintegration: The Erratic Trajectory of the Congolese Army*. New York: Social Science Research Council, 2013.
 - « The Volatility of a Half-cooked Bouillabaisse: Rebel-military Integration and Conflict Dynamics in Eastern DRC ». *African Affairs* 112/449 (2013): 563–82.
 - « La ‘mère des armées’ n’est pas encore morte: Des pratiques de justice (in)formelle dans les Forces armées de la République démocratique du Congo », *Politique africaine* 1/129 (2013): 49–72.
- Essa, Azzad. « Wanted Congo rebel holds campaign rally ». Al Jazeera, 25 novembre 2011. (<http://www.aljazeera.com/news/africa/2011/11/2011112535125538487.html>)
- Glickson, Roger C. et Joshua Sinai. « National Security ». Dans *Zaire: A Country Study (Area Handbook Series)*. Éd. Sandra Meditz et Tim Merrill. Washington DC: Library of Congress Federal Research Division, 1994: 275–328.
- Global Witness. « The Hill Belongs to Them: The Need for International Action on Congo’s Conflict Minerals Trade, 14 décembre 2010. (<http://www.globalwitness.org/library/hill-belongs-them-need-international-action-congos-conflict-minerals-trade>)
- Gettleman, Jeffrey. « An Interview with Kabila ». *The New York Times*, 3 avril 2009. (http://www.nytimes.com/2009/04/04/world/africa/04kabilatranscript.html?pagewanted=all&_r=0)
- Hogg, Johnny. « DR Congo General Sold Arms to Rebel Groups: U.N. Report ». Reuters, 21 novembre 2012. (<http://www.reuters.com/ARTICLE/2012/11/21/US-CONGO-DEMOCRATIC-AMISI-IDUSBRE8AK1J120121121>)
- et Ed Stoddard. « Insight: Congo army debacle at Goma raises spectre of betrayal ». Reuters, 10 décembre 2012. (<http://uk.reuters.com/article/2012/12/10/us-congo-democratic-army-idUSBRE8B9AQ20121210>)

- Holt, Victoria et Tobias Berkman. «The Impossible Mandate? Military Preparedness, the Responsibility to Protect and Modern Peace Operations». Henry L. Stimson Center, Washington DC, 2006.
- Human Rights Watch (HRW). «Comments on the second version of the Draft Legislation to Establish Specialized Chambers within the Congolese Judicial System for the Prosecution of Grave International Crimes», février 2011. (http://www.hrw.org/sites/default/files/related_material/Commentary%200n%20Draft%20Mixed%20Chamber%20legislation%2002.10.11%20EN.pdf)
- . «RD Congo: Il faut donner suite au rapport du Projet Mapping de l'ONU: Une chambre mixte et d'autres mesures sont essentielles pour mettre fin à l'impunité relative aux crimes commis», 1^{er} octobre 2010. (<http://www.hrw.org/fr/news/2010/10/01/rd-congo-if-faut-donner-suite-au-rapport-du-projet-mapping-de-l-onu>)
- International Crisis Group. «Congo: No Stability in Kivu Despite a Rapprochement with Rwanda». 16 novembre 2010. (<http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/central-africa/dr-congo/165-congo-pas-de-stabilite-au-kivu-malgre-le-rapprochement-avec-le-rwanda.aspx>)
- . «How Kabila Lost His Way: The Performance of Laurent Désiré Kabila's Government». 21 mai 1999. (<http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/central-africa/dr-congo/003-how-kabila-lost-his-way-the-performance-of-laurent-desire-kabilas-government.aspx>)
- Kalyvas, Stathis N. *The Logic of Violence in Civil War*. Cambridge: Cambridge University Press, 2006.
- Kibasomba, Roger. «Post War Defence Integration in the Democratic Republic of the Congo». Institute for Security Studies, 1^{er} décembre 2005. (<http://www.issafrica.org/publications/papers/iss-paper-119-post-war-defence-integration-in-the-democratic-republic-of-the-congo-prof-roger-kibasomba>)
- King, Anthony. «The Word of Command: Communication and Cohesion in the Military». *Armed Forces & Society* 32/4 (2006): 493–512. (<http://afs.sagepub.com/content/32/4/493.abstract>)
- Laudati, Ann. «Beyond Minerals: Broadening Economies of Violence in Eastern DRC». *Review of African Political Economy* 40 (2013): 32–50.
- Mawete, Marc. «Liste de paye des militaires FARDC au front». Démocratie Chrétienne, 16 juin 2012. (<http://democratiechretienne.org/2012/06/16/3178/>)

- Maya, Michael. « Mobile Courts in the Democratic Republic of Congo: Complementarity in Action? ». American Bar Association Rule of Law Initiative, 26 juin 2012. (http://worldjusticeproject.org/sites/default/files/mobile_courts_in_the_democratic_republic_of_congo_maya.pdf)
- Multi-country Demobilization and Reintegration Program (MDRP). Fact Sheet, mars 2009, (http://www.mdrp.org/PDFs/MDRP_DRC_FS_0309.pdf)
- « Peace, Security and Cooperation Framework for the Democratic Republic of the Congo and the Region ». 24 février 2013. (<http://opinionscan.files.wordpress.com/2013/02/130223-drc-peace-security-and-cooperation-framework-versie-13-02-13.pdf>)
- Prunier, Gérard. *Africa's World War: Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe*. Oxford: Oxford University Press, 2009.
- Radio France International. « Général à la retraite, Faustin Munene condamné à perpétuité ». 25 mars 2011. (<http://www.digitalcongo.net/article/74176>)
- Richards, Joanne. « Demobilization in the DRC. Armed Groups and the Role of Organizational Control, Armed Actors ». Small Arms Survey, Genève, avril 2013.
- Romkema, Hans. « Opportunities and Constraints for the Disarmament and Repatriation of Foreign Armed Groups in the Democratic Republic of Congo: The Cases of the FDLR, FNL and ADF/NALU ». MDRP, juin 2007. (http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/MDRPDRCCOFSSStudy_Final_ENGL.pdf)
- Rouw, Hans, et Rens Willems. « Connecting Community Security and DDR : Experiences from Eastern DRC », Peace, Security and Development Network, 2010.
- Schatzberg, Michael. *The Dialectics of Oppression in Zaire*. Bloomington: Indiana University Press, 1988.
- Shaw, Bryant P. « Force Publique, Force Unique: The Military in the Belgian Congo, 1914-1939 ». Madison: Thèse de doctorat de l'Université du Wisconsin, 1984.
- Siebold, G. L., « The Essence of Military Group Cohesion », *Armed Forces & Society*, 33 (2007), 286–295
- Stearns, Jason. *Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012.

- *Nord-Kivu: Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012.
- *PARECO: Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013.
- et al. *Les Banyamulenge: Insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013).
- et al. *Les Mai-Mai Yakutumba: Résistance et racket au Fizi, Sud-Kivu* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013).
- et al. *Les Raïa Mutomboki: Déficience du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013.
- Tull, Denis. *The Reconfiguration of Political Order in Africa: A Case Study of North Kivu (DR Congo)*. Hambourg: Institut für Afrika-Kunde, 2005.
- et Andreas Mehler. «The Hidden Costs of Power-sharing: Reproducing Insurgent Violence in Africa». *African Affairs* 104 (2005): 375–98.
- Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies. «République démocratique du Congo, 1993–2003. Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo». Août 2010. (http://www.ohchr.org/Documents/Countries/ZR/BCNUDHRapportViolsMassifsKibuaMpopfi_en.pdf)
- Conseil de sécurité des Nations Unies. S/2001/357, «Rapport final du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo», 12 avril 2001. ([http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/\(Symbol\)/S.2001.357.En?Opendocument](http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/(Symbol)/S.2001.357.En?Opendocument))
- S/2002/1146. «Rapport final du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de la République démocratique du Congo», 16 octobre 2002. (http://friendsofthecongo.org/pdf/third_panel_report_october2002.pdf)
- S/2008/773, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 12 décembre 2008. (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2008/773)
- S/2009/603, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 23 novembre 2009. (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2009/603)

- S/2010/596. « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », 29 novembre 2010. (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2010/596)
 - S/2011/738. « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », 2 décembre 2011. (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2011/738)
 - S/2012/348/Add.1. « Additif au rapport d'étape du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », 27 juin 2012. (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/348/Add.1)
 - S/2012/843. « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », 15 novembre 2012. (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/843)
 - S/2013/433. « Rapport de mi-mandat du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », 19 juillet 2013. (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2013/433)
- Verhaegen, Benoît. *Rébellions Au Congo. Tome 1*. Bruxelles/Léopoldville: CRISP, IRES et INEP, 1966.
- Verweijen, Judith. « The Ambiguity of Militarization: The Complex Interaction Between the Congolese Armed Forces and Civilians in the Kivu Provinces, Eastern DR Congo ». Utrecht: Thèse de doctorat de l'Université d'Utrecht, à paraître.
- « Military Business and the Business of the Military in the Kivus ». *Review of African Political Economy* 40 (2013): 67–82.
- Vlassenroot, Koen. *Land Issues and Conflict in Eastern DRC* (New York: Social Science Research Council, 2013)
- *Sud-Kivu: Identité, territoire et pouvoir dans l'est du Congo*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013.
 - « Violence et constitution de milices dans l'est du Congo: le cas des Mayi-Mayi ». Dans *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2001-2002*. Éd. Filip Reyntjens et Stefaan Marysse. Paris: L'Harmattan, 2002: 115–52.
 - et Timothy Raeymaekers. « Introduction ». Dans *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo*. Éd. Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers. Gand: Academia Press Scientific Publishers, 2004: 13–38.
 - « Kivu's Intractable Security Conundrum ». *African Affairs* 108/432 (2009): 475–84.

- «New Political Order in the DR Congo? The Transformation of Regulation». *Afrika Focus* 21 (2008): 39–52.
- et Frank van Acker. «War as Exit from Exclusion? The Formation of Mayi-Mayi Militias in Eastern Congo». *Afrika Focus* 17 (2001): 51–77.
- et Hans Romkema. *Local Governance & Leadership in Eastern DRC*. La Haye: Oxfam Novib, 2007.
- Willame, Jean-Claude. *Banyarwanda et Banyamulenge. Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*. Bruxelles/Paris: Institut Africain-CEDAF/L'Harmattan, 1997.
- Young, Crawford. *Politics in the Congo: Decolonization and Independence*. Princeton, NJ: Princeton University Press, 1965.
- et Thomas Turner. *The Rise and Decline of the Zairian State*. Madison: University of Wisconsin Press, 1985.

LE PROJET USALAMA CONSTITUE UNE MINE D'OR D'INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR LES GROUPES ARMÉS CONGOLAIS. SES ÉTUDES SONT ET SERONT DAVANTAGE UTILES DANS LE PROCESSUS DE RÉFORME DU SECTEUR DE SÉCURITÉ EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO.

— EMMANUEL KABENGELE, COORDONNATEUR NATIONAL, RÉSEAU POUR LA RÉFORME DU SECTEUR DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE



Catholic University of Bukavu



OPEN SQUARE PROJECT

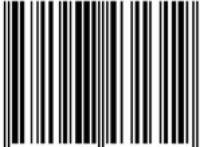


HUMANITY UNITED



Rift Valley Institute
Taaishi ya Bonde Kuu
معهد الأبحاث
Michadika Dooxada Rift
ሰባጥ ገላጽ ስራ ገብጽ ገብጽ
Istituto do Vale do Rift
非洲裂谷研究院
Institut de la Vallée du Rift

ISBN 978-1-907431-31-9



9 781907 431319 >